

# International Associations

activities - congresses - publications

# Associations Internationales

activités - congrès - publications



1971/5

MENSUEL • 1, rue aux Laines - 1000 Bruxelles - Belgique • MONTHLY  
23<sup>e</sup> ANNÉE - 23rd YEAR MAI 1971 - MAY

UNION OF INTERNATIONAL ASSOCIATIONS

Executive Council  
Comité de Direction

President : F.A. CASADIO, Directeur. Societa Italiana per l'Organizzazione Internazionale (Italie) ;  
Vice-Présidents :

W. ETEK-MBOUMOUA (Cameroun).  
Ancien Ministre de l'Education et de la Culture.  
Mohamed Aly RANGOONWALA (Pakistan)  
Chairman of the Pakistan National Committee of the International Chamber of Commerce.

Members :  
Th. CAVALCANTI, (Brésil).  
Président de l'Institut de Droit Public de la Fondation Getulio Vargas ;  
F.W.G. BAKER, (U.K.)  
Executive Secretary, International Council of Scientific Unions.

Nikola A. KOVALSKY (U.R.S.S.)  
Directeur adjoint de l'Institut du mouvement ouvrier international de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S.

Roland RAINAUT (France)  
Ancien Directeur de l'Information et de la Presse de l'O.E.C.E.  
Andrew E. RICE (U.S.A.)

Executive Secretary of the Society for International Development.

Mohamed Aly RIFAAT (R.A.U.)  
Former Secretary-General of the Afro-Asian Organisation for Economic Cooperation.  
S.K. SAXENA (India)

Secretary-General of the International Co-operative Alliance.

Louis VERNIERS (Belgique)  
Secrétaire Général Honoraire du Ministère Belge de l'Education et de la Culture.

Secretary-General : Robert FENAUX (Belgique).  
Ambassadeur honoraire de Belgique.

« International Associations »

Editorial Committee :  
Comité de Rédaction :

Robert FENAUX  
Georges Patrick SPEECKAERT  
Geneviève DEVILLE  
Jere W. CLARK  
Anthony J.N. JUDGE  
Ghislaine de CONINCK

INTERNATIONAL ASSOCIATIONS  
23e ANNEE 5-1971 23rd YEAR  
MAY  
ASSOCIATIONS INTERNATIONALES

Editorial . . . . .	266
What is a World Problem ?	268
Special UAI project . . . . .	
Un annuaire des « problèmes mondiaux » ? . . . . .	270
Problèmes financiers des organisations internationales non-gouvernementales, par G. P. Speeckaert . . . . .	275
English summary . . . . .	285
Management and Assesment of Financial Resources, by A.J.N. Judge . . . . .	287.
Résumé français . . . . .	289
Annexes . . . . .	290
Information Retrieval in the Computer Age, by George K. Thompson . . . . .	295
Résumé français . . . . .	298
Computer-Assisted Dial Access Video Retrieval System, by Eyrol E. Anderson . . . . .	299
Résumé français . . . . .	301
Books, reports and proceedings received . . . . .	303
Ouvrages, rapports et comptes rendus reçus . . . . .	303
News from international associations . . . . .	307
A l'écoute des associations internationales . . . . .	307
Congressalia . . . . .	311
New International meetings announced . . . . .	319

Copyright 1971 UAI  
Views expressed in the articles, whether signed or not, do not necessarily reflect those of the UAI.

Published MONTHLY by  
Union of International Associations (founded 1910)  
Annual subscription : \$ 11 or £3-75  
Editor, Administration ; 1, rue aux Laines, 1000 Brussels (Belgium)  
Tel. (02)11.83.96.  
Advertising Manager : Roger Ranson.,  
35, boulevard de la République, Saint-Cloud, 92 France.  
Tél. 605 39.73.

Methods of Payment : see last page of this issue.  
Other UAI Publications : see last page of this Issue.

Copyright 1971 UAI  
Les opinions exprimées dans les articles, signes ou non, ne reflètent pas nécessairement les vues de l'UAI.

MENSUEL publié par  
Union des Associations Internationales - UAI (fondée en 1910)  
Abonnement un an : 450 FB, 45 FF, 40 FS.  
Rédaction, Administration : 1, rue aux Laines, 1000 Bruxelles (Belgique) - Tél. (02)11.83.96.  
Délégué Direction de la Publicité : Roger Ranson,  
35, boulevard de la République, Saint-Cloud, 92 France  
Tél. 605 - 39.78.

Modos de Paiement : voir dernière page de ce numéro.  
Autres Publications de l'UAI : voir dernière page de ce numéro.

## L'Evolution de la Société Internationale et l'Organisation des Nations-Unies

*« On a coulé la Charte dans les vieux cadres. On n'a pas repensé les problèmes, comme on aurait dû le faire, avant d'établir ce que l'on destinait à devenir une constitution mondiale ».*

Georges Kaeckenbeek D.C.L. « La Charte de San Francisco dans ses rapports avec le droit international » 1947.

Le mouvement des relations humaines, dans un monde étreint de plus en plus solidaire, accuse un écart croissant entre l'évolution rapide de la société moderne et l'état vieilli des structures de l'organisation internationale héritées d'un autre âge. Certes tout le monde voit bien les effets troublants de cette grave inconscience mais bien peu sont curieux des moyens de préparer les réformes nécessaires. Convaincu pour notre part qu'un nouvel ordre des choses, plus propre à satisfaire les besoins et les exigences de notre temps, pourrait naître sans douleur du giron même des divers intérêts de l'homme et sous la pression des cadres de la société universelle, plus encore que d'initiatives d'Etats, nos recherches nous ont fait retrouver à un rayon jauni de notre bibliothèque une des premières études faites sur la Charte de San Francisco dans ses rapports avec le droit international. Il s'agit d'un cours prononcé en 1947 à l'Académie de droit international de La Haye par un éminent juriste M. Georges Kaeckenbeek, membre de la Cour permanente d'arbitrage et ancien président du Tribunal arbitral germano-polonais de Haute-Silésie.

Le point de vue de l'auteur est juridique, mais il ouvre des horizons beaucoup plus larges et sa conception du droit international dépasse les rapports entre Etats pour atteindre à l'ensemble des règles qui régissent « les rapports des hommes appartenant à divers groupes nationaux ». M. Kaeckenbeek se

réfère sur ce point à un ouvrage de M. Nicolas Politis : « Les nouvelles tendances du Droit international », pour constater que la Charte n'a pas préparé de solution aux nombreux et importants problèmes du siècle et conclure : « la Charte étant ce qu'elle est, l'esprit sera-t-il assez fort pour en faire ce qu'elle devrait être ? C'est ce que l'avenir nous apprendra ».

..

Vingt-cinq ans après, l'avenir demeure bouché en ce qui concerne le problème essentiel de la sécurité qui n'a de collective que la nouvelle organisation des alliances. M. Kaeckenbeek en accusait la règle de l'unanimité qui entrave le Conseil de sécurité en exonérant les grandes puissances de toutes sanctions et les dispositions de l'article 4 (§. 7) de la Charte qui protège le domaine réservé des Etats souverains. Il écrivait désabusé : « Le Pacte de la SDN proclamait des principes élevés. On ne les appliqua que faiblement. Maintenant on ne parle plus guère que de force ... J'ai du mal à me défendre de l'idée que la Charte de San Francisco a trop fait acte de foi dans la force et acte de scepticisme vis-à-vis du droit ». (1) Très soucieux de l'orientation « antijuridique » de son temps, M. Kaeckenbeek opposait alors à l'esprit politique « dominé par le calcul des forces » l'esprit

juridique dominé par « une recherche d'équilibre, d'équité, de stabilité ». Le droit rencontre ici la morale, la philosophie et la religion. Force ou puissance n'est pas nécessairement synonyme d'arbitraire car il arrive tout de même aux États forts de se conformer à des principes, ne serait-ce que sous la pression des forces de l'opinion ou des autorités spirituelles. Mais il demeure dangereux que des États puissent, de leur seule volonté, mépriser les principes et se montrer plus soucieux de leur propre conception subjective d'un certain ordre des choses vu à travers leurs intérêts que de la conception objective du droit de tous et de chacun. Les injures faites ici et là aux droits de l'Homme illustrent cette contradiction.

\*

L'approbation internationale des Droits de l'Homme, pour devenir effective, implique « de sérieuses dérogations à la souveraineté ». La souveraineté, « dogme du droit international, a perdu son caractère absolu et outrancier ». Le fait est acquis, définitivement semble-t-il. Aussi le droit de veto se borne généralement aux problèmes du maintien de la paix et de la sécurité.

Pour tout le reste, c'est-à-dire l'immensité de la coopération internationale dans les domaines économique, social, culturel et technique, la majorité qualifiée suffit et contraint plus ou moins les États, si puissants soient-ils. A la frontière des deux domaines on trouve le contrôle nécessaire du désarmement et surtout de l'énergie atomique. M. Eden a été le premier à dire aux Communes : « Je ne vois pas d'autre moyen de garantir le monde de la menace atomique, qu'en renonçant à nos vieilles idées de souveraineté. Nous devons nous dégager de la routine du nationalisme ». M. Kaeckenbeek a remarqué que le texte de la Charte de San Francisco était terminé avant qu'éclatât la première bombe atomique : « Peut-être, dit-il, si la chronologie avait été différente, ne se serait-on pas contenté des compromis qui furent acceptés ».

\*

\* \*

En tout état de cause et quels qu'aient été les compromis de 1945, le monde s'est singulièrement transformé depuis et la sagesse politique sera sans doute

de tirer des principes de la Charte et des organes qu'elle a créés le maximum d'initiatives nouvelles, par exemple en multipliant les conventions qui finissent par constituer une véritable législation internationale.

La grande œuvre des Institutions spécialisées, les Pactes des Droits de l'Homme, surtout au niveau régional du Conseil de l'Europe, et les programmes de développement économique et social ont été dans le sens des vœux de l'auteur. Mais que donneraient ces programmes sans l'apport des organisations non gouvernementales ? A-t-on réfléchi au fait que les contributions gouvernementales se comptent en millions de dollars et les contributions privées en milliards ? On ne l'avait pas prévu à San Francisco en rédigeant l'article 71 de la Charte relatif au statut consultatif des ONG. Fait caractéristique M. Kaeckenbeek ne parle pas de cette consultation : c'est que les juristes de sa génération, si ouverts fussent-ils comme lui au souci de protéger l'homme de l'Etat, ne discernaient pas encore les virtualités de l'organisation non gouvernementale, du fait peut-être de son inexistence en droit.

Mais selon l'esprit même de son étude critique, et c'est là que nous voulons en venir, il faudra repenser le chapitre de la collaboration entre les États et les associations dans les perspectives de la nouvelle société. Le statut consultatif ne suffit plus. On s'est contenté jusqu'ici d'en amender périodiquement la procédure. Le moment semble venu d'imaginer d'autres formes de collaboration. Nous livrons le sujet à la réflexion des OING en leur demandant une fois de plus de ne pas s'isoler dans leurs objets particuliers. Notre revue accueillera volontiers toutes les idées et suggestions à cette fin.

Robert FENAUX.

(1) L'auteur précisait ses craintes à propos d'un phénomène qu'il trouvait inquiétant « qu'il s'agisse d'enquêtes, de l'établissement de propositions, de la rédaction d'un texte, on craint de faire appel à de petits groupes de spécialistes indépendants. On ne veut que des représentants de Gouvernements et, naturellement, chaque Gouvernement veut être représenté. On ne croit pas au désintéressement d'un médiateur. On ne croit pas à l'impartialité d'un arbitre. On ne croit qu'à la vertu du représentant du pouvoir politique. On juge les hommes par leur nationalité ou par leur parti. Tout cela indique une âpreté dans la lutte des intérêts infiniment plus grande que le souci de la vérité ou du bien commun. Je crois qu'on devra en revenir à des conceptions plus justes et plus sereines. C'est une exacerbation du nationalisme et l'idolâtrie de l'Etat qui paraissent être la cause de la situation actuelle. »



### A new project of the UAI : Yearbook of World Problems.

Just what is a world problem ? How many of these problems are there ? Are they related to one another — and what international organizations are fighting to solve them ? At the moment, only partial answers can be found to these vital questions, and to remedy this situation, the UAI has envisaged a new Yearbook which would endeavour to define and illuminate each « world problem. » Below we give, as a suggestion, possible criteria for determining a world problem.

---

**Geographical spread.** Recognized in at least 3 countries or considered to exist in more than 3 countries (i.e. not the problem of one country only).

**Disciplinary spread.** Common to, or with implications for, more than one discipline (i.e. not a problem internal to one discipline only) and preferably those which have implications for different classes of disciplines (e.g. natural sciences and social sciences).

**Expert recognition.** Recognized by more than one expert, preferably by experts in different countries, and more preferably by national or international bodies (i.e. aim is to determine that the problem has an adequate « constituency »).

**Expert documentation.** Problems must be the subject of serious article(s), scholarly studies, official reports, or reported meetings with a minimum of 3 citable articles referring to the problem. Problems must be adequately documented or their recognition must be adequately argued.

**Time period.** The problem must be noted over the past 5 years. Problems become « dead » when society no longer recognizes their existence — there is however a difficulty over publication dates of cited sources given delays.

**Non-secret.** It is obvious that « problems » legitimized by classified material or secret knowledge cannot be included.

**Non-routine.** No problems which arise, are encountered and solved as part of normal technical, academic, research, legal, administrative or political activity (i.e. « contained » problems). World problems must constitute a definite obstacle to routine procedures.

**Institutionalized.** Problems may become the subject of specific institutional activity (i.e. an organization is deliberately created to solve the problem) which should normally cease once the problem is solved.

**Developed implications for society.** No problems whose implications for society as a whole have not been clarified (i.e. no problems seen as « fundamental » or of general implication from one perspective, but for which the wider implications have not been developed).

**Resource allocation.** Preferably problems to whose solution resources from different countries are being allocated.

**Autonomous.** Preferably problems rather than « sub-problems » (i.e. problems should be clearly isolatable). But where the « nesting » is not immediately apparent, or the dependence of one on the other is questionable or ambiguous, sub-problems should be treated as problems in their own right (possible dependence will be indicated within the entry).

**Potential problems:** Problems can be potential or future problems (i.e. problems which do not currently exist because some threshold has not yet been passed but whose emergence is predicted for some future date (within the next thirty years) and for which preventive action is advocated now).

**Moral/ethical problems.** No problems concerned with such questions as such, unless expressed in terms of their impact on society and recognized within contexts not normally concerned with such problems in their own right (e.g. bribery and corruption are ethical problems which could be accepted because of their significance for economic and social development).

**Seriousness.** Must be some indication that the « problem » if not solved will aggravate or cause social tension, or alternatively is a key factor in preventing the solution to other problems which result in such tensions.

**Anti-group problems.** No problems documented by a group of bodies as being caused by the « dangerous » activity of another group (i.e. no inter-group problems), unless this may be considered as a more general problem in the light of other independent sources of information.

**Non-abstract.** Conceptual, abstract or intellectual problems only in so far as their social implications, or those of their eventual solution, can be demonstrated.

**Duration.** Short-term calamities or other natural disasters should not be treated as problems, although the class of such disasters (e.g. earthquakes in general) can be so treated (i.e. no isolated one-off problems).

**Conflict and disputes.** Territorial or political conflict or disputes should only be treated as problems when there is recognition that it may precipitate a regional or international conflict (i.e. continuing tensions ' between communities would be registered where this is seen to be critical to the survival of the country as an integral unit).

## Une nouvelle initiative de l'UAI UN ANNUAIRE DES PROBLEMES MONDIAUX

Qu'est ce. qu'un « problème mondial » ? Ces problèmes sont-ils nombreux ? A quels autres problèmes se rattachent-ils ? Quels sont les organismes internationaux qui s'en occupent ? Ces questions ne trouvent à l'heure actuelle que des réponses fragmentaires ou contradictoires. C'est pour répondre à cette situation que l'UAI envisage d'établir, dans une forme similaire à celle de son « Annuaire des Organisations Internationales », un répertoire où seraient consignés et définis les problèmes mondiaux avec référence aux organismes internationaux concernés.

Nous donnons ci-dessous, à titre de suggestion, notre liste de critères possibles.

**Incidence géographique :** Reconnu dans 3 pays au moins, ou censé exister dans plus de 3 pays, donc pas de problème n'intéressant qu'un seul pays.  
**Incidence sur les disciplines :** Deux disciplines au moins doivent être concernées ou impliquées (donc pas de problème spécifique d'une seule discipline). De préférence, des disciplines de catégories différentes (p. ex. sciences naturelles et sciences humaines) doivent y être intéressées.  
**Accord des experts :** Reconnu par plus d'un expert, de préférence dans des pays différents, mieux encore par des organismes nationaux ou internationaux (le but en est de démontrer que le problème réunit un nombre valable de « supporters »).  
**Documentation poussée :** Le problème doit faire l'objet d'articles sérieux, d'études savantes, de rapports officiels, ou de procès-verbaux d'assemblées, avec un minimum de 3 articles cités par problème. Le problème sera appuyé par une documentation solide, ou encore fera l'objet d'une démonstration convaincante.  
**Durée :** Le problème doit avoir été constaté durant les cinq dernières années. Les problèmes « meurent » quand la société cesse d'en reconnaître l'existence — une difficulté survient cependant lorsque les dates de publication des sources citées accusent un retard.  
**Absence de secret :** il est évident que les « problèmes » dont la connaissance dépend exclusivement d'une information confidentielle ou secrète doivent être exclus.  
**Caractère non commun :** Pas de problème dont la solution ressort d'une activité normale des milieux techniques, académiques, de recherche, légaux, administratifs ou politiques (c'est-à-dire des problèmes « intégrés »). Les « problèmes mondiaux » doivent nécessairement être rebelles aux procédures normales.  
**Institutionnalisation :** Les problèmes peuvent faire l'objet d'une activité institutionnelle bien spécifique (c'est-à-dire qu'une organisation soit mise sur pied expressément pour le résoudre et cesse normalement d'exister une fois le problème résolu).  
**Développement des implications pour la société :** Pas de problèmes dont les implications pour la société n'ont pas été clairement explicitées (c'est-à-dire pas de problème considéré comme « fondamental » ou d'implication générale vue sous un aspect, mais dont les implications plus larges n'ont pas été développées).  
**Provenance des fonds :** De préférence, des problè-

mes à la solution desquels sont affectés des fonds émanant de plusieurs pays.

**Autonomie :** De préférence, des problèmes plutôt que des « sous-problèmes » (c'est-à-dire des problèmes qui peuvent être aisément isolés). Toutefois, lorsque les « sous-problèmes » ne s'embôitent pas clairement ou que leur dépendance de l'un à l'autre est douteuse ou ambiguë, on les traitera comme des problèmes en soi (en indiquant leur dépendance éventuelle dans le corps de l'article).  
**Problèmes en puissance :** Des problèmes peuvent exister en puissance ou en prévision (c'est-à-dire certains problèmes ne sont pas actuels parce que certains seuils n'ont pas encore été franchis, mais ils sont prévus pour une date future, dans les 30 prochaines années, et l'on préconise une action préventive ou d'approche dès maintenant).  
**Problèmes moraux /éthiques :** Pas de problèmes de cette classe en tant que tels, sauf s'ils sont définis en fonction de leur impact sur la société et s'ils sont constatés dans des contextes qui ne sont pas, normalement, concernés par de tels problèmes en soi :

Gravité : Elle doit, dans une certaine mesure, être telle que le problème, s'il n'est pas résolu, détermine ou aggravera une tension sociale; ou le problème doit être un facteur déterminant qui empêche de résoudre d'autres problèmes. Problèmes anti-groupes : la base de cette tension. groupe d'organismes : prétend Pas de problème qu'un « dangereuse » d'un autre groupe par l'activité de problème entre (groupes), sauf groupe (c'est-à-dire pas envisagé comme un problème plus général peut être lumière d'autres sources d'information à la dantes. indépen-

**Non-abstrait :** Les problèmes conceptuels, abstraits ou intellectuels ne seront considérés que dans la mesure où leurs implications sociales peuvent être démontrées, ou encore celles de leurs solutions éventuelles.

**Durée :** Les calamités à court terme ou autres catastrophes naturelles ne seront pas considérées comme problèmes; elles peuvent cependant être envisagées en tant que classe (par exemple, les tremblements de terre en général) mais non comme problèmes isolés et uniques.

**Conflits et différends :** Les conflits et différends territoriaux ou politiques ne seront envisagés que s'il est admis qu'ils peuvent précipiter un conflit régional ou international.

## Is a « world problem perspective » important ?

- the following quotations may help to illustrate why we consider this project both relevant and urgent.



" Spaceship Earth is now filled to capacity or beyond and is running out of food. And yet the people traveling first class are, without thinking, demolishing the ship's already overstrained life-support systems. The food-producing mechanism is being sabotaged. The devices that maintain the atmosphere are being turned off. The temperature-control system is being altered at random. Thermonuclear bombs, poison gases, and supergerms have been manufactured and stockpiled by people in the few first-class compartments for possible future use against other first-class passengers in their competitive struggles for dwindling resources — or perhaps even against the expectant but weaker masses of humanity in steerage. But, unaware that there is no one at the controls of their ship, many of the passengers ignore the chaos or view it with cheerful optimism, convinced that everything will turn out all right."

(P.R. and A.M. Ehrlich. Population, Resources, Environment.)

" It is unforgivable that so many problems from the past are still with us, absorbing vast energies and resources desperately needed for nobler purposes : a horrid and futile armaments race instead of world development; remnants of colonialism, racism and violations of human rights instead of freedom and brotherhood; dreams of power and domination instead of fraternal coexistence; exclusion of great human communities from world co-operation instead of universality; extension of ideological domains instead of mutual enrichment in the art of governing men to make the world safe for diversity; local conflicts instead of neighbourly co-operation. While these antiquated concepts and attitudes persist, the rapid pace of change around us breeds new problems which cry for the world's collective attention and care : the increasing discrepancy between rich and poor nations; the scientific and technological gap; the population explosion; the deterioration of the environment; the urban proliferation; the drug problem; the alienation of youth; the excessive consumption of resources by insatiable societies and institutions. The very survival of a civilized and humane society seems to be at stake.

The world is bursting out of its narrow political vestments. The behaviour of many nations is certainly inadequate to meet the new challenges of our small and rapidly changing planet. International co-operation is lagging considerably. "

(U Thant, Secretary-General of the United Nations on the occasion of United Nations Dav, 1970).

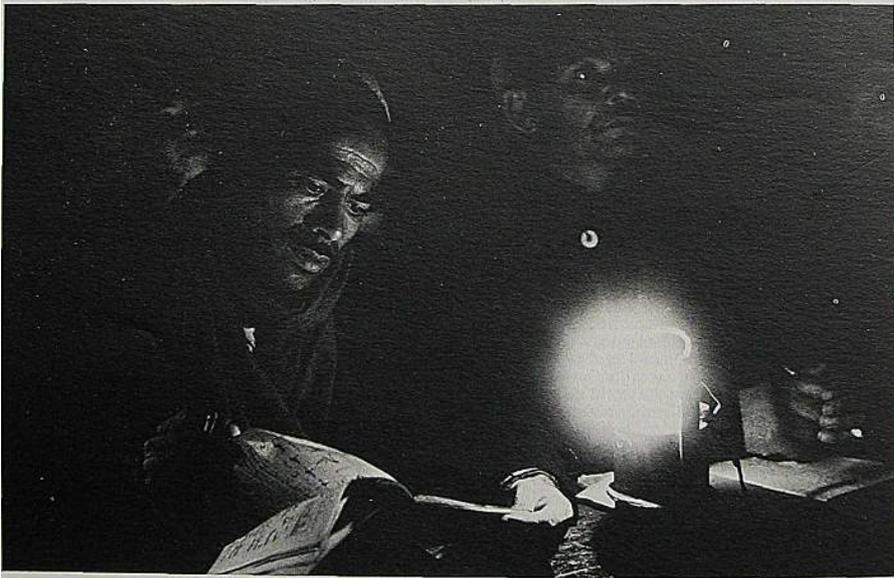
" Many of the most serious conflicts facing mankind result from the interaction of social, economic, technological, political and psychological forces and can no longer be solved by fractional approaches from individual disciplines... Complexity and the large scale of problems are forcing decisions to be made at levels where individual participation of those affected is increasingly remote, producing a crisis in political and social development which threatens our whole future. "  
(Bellagio. Declaration on Planning.)

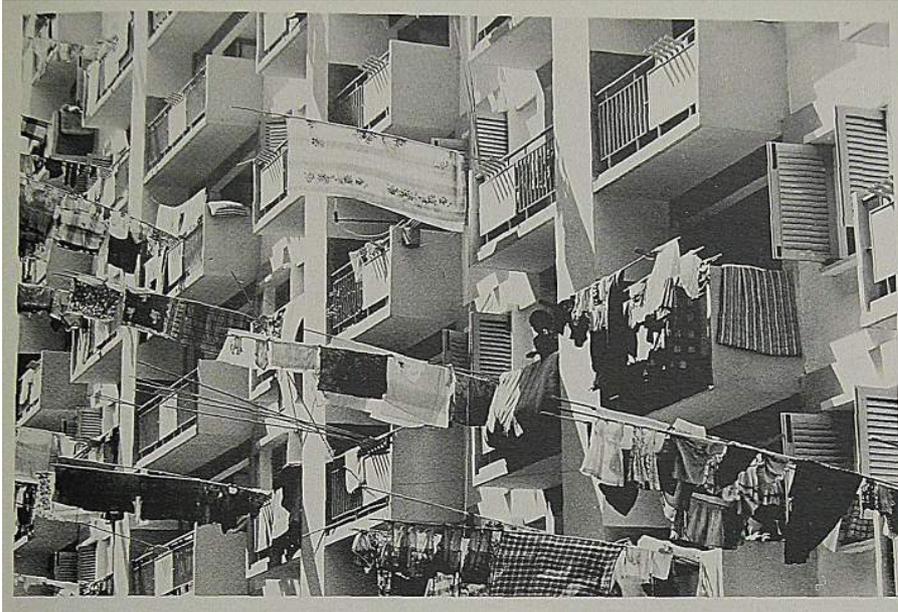
" The appearance of today's world is chaotic. A great mass of problems, ranging from urban growth to the world food shortage, from the control of city traffic through national economies to world population, are not being tackled scientifically. Perhaps they are not being tackled at all. "  
(Stafford Beer. Perspectives of Planning.)

" The problem is that in most, if not all spheres of inquiry and choice, quantities of raw information overwhelm in magnitude the few comprehensive and trusted bodies or systems of knowledge that have been perceived and elaborated by man... Where, for example, does the novice urban mayor turn to comprehend the dynamic inter-relationships between transportation, employment, technology, pollution, private investment, and the public budget; between housing, nutrition, health, and individual motivation and drive ? Where does the concerned citizen or Congressman interested in educational change go for the best available understanding of the relationship between communications, including new technology, and learning ? "  
(McGeorge Bundy. Managing Knowledge to Save the Environment.)

" What finally makes all of our crises still more dangerous is that they are now coming on top of each other. Most administrations... are not prepared to deal with... multiple crises, a crisis of crises all at one time... Every problem may escalate because those involved no longer have time to think straight. "  
( John R. Platt. What we must do.)

" While the difficulties and dangers of problems tend to increase at a geometric rate, the knowledge and manpower qualified to deal with these problems tend to increase at an arithmetic rate. "  
(Yehezkel Dror. Prolegomenon to Policy sciences : from muddling though to meta-policymaking.)



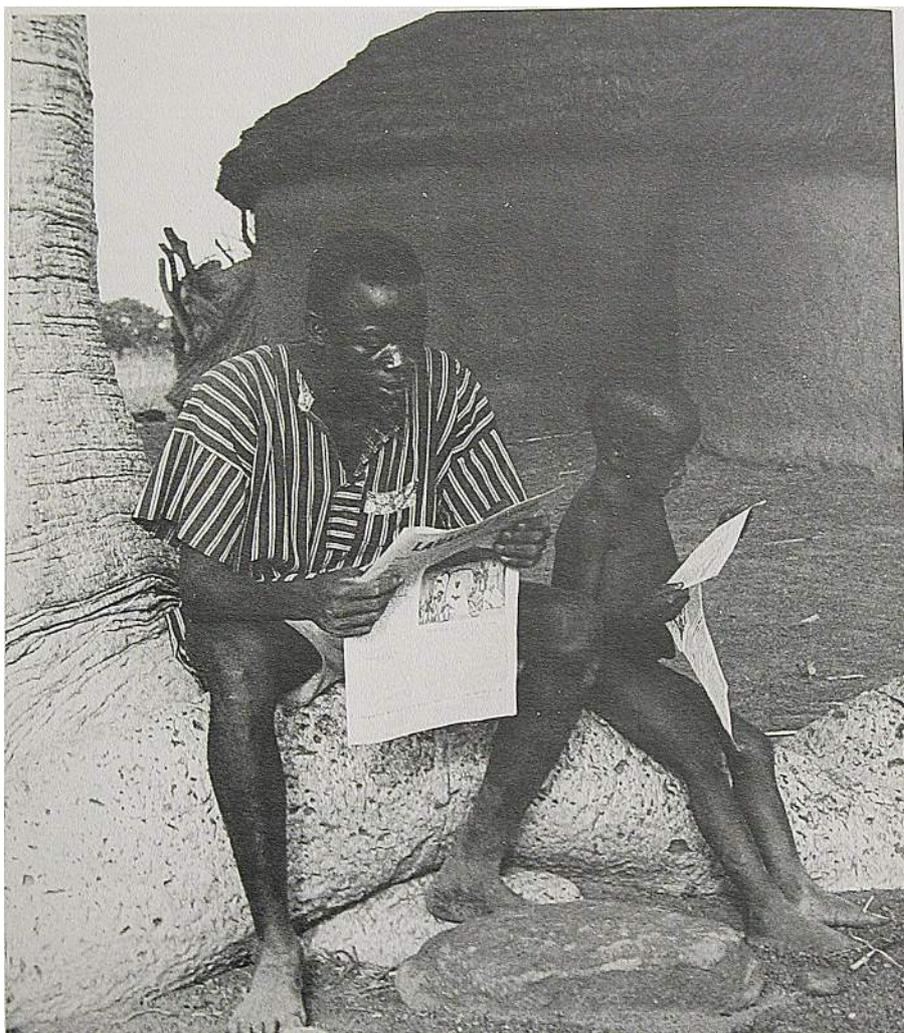


" Never before in peacetime has the modern world shared so many problems. Hijacking, kidnapping, student revolutions, violence of all forms : these things are happening in a lot of places at the same time. But the common problems are not only psychological or sociological, they are economic as well. " (Editorial. The Economist. " Someone, somewhere, must have got it right ").

" ...the world is becoming so complex and changing so rapidly and dangerously and the need for anticipating problems is so great, that we may be tempted to sacrifice (or may not be able to afford) democratic political processes. " (H. Kahn and J. Wiener. " Faustian powers and human choices ").

" ...how is a practitioner of any one discipline to know in a particular case if another discipline is better equipped to handle the problem than is his ? It would be rare indeed if a representative of any one of these disciplines did not feel that his approach to a particular organizational problem would be very fruitful, if not the most fruitful..." (R.L. Ackoff. Systems, organizations, and interdisciplinary research.)

" We have, in recent years, had a rapidly growing chronicle of the degree to which such technological intrusions now prove dangerous to man himself as well as the other populations of the biosphere... Yet — the social and ethical decisions regarding these relatively massive operations affecting the whole earth system are still made almost wholly on the basis of local, short-range expediency. Attempts to legislate and control such decisions are, therefore, viewed as " immoral " constraints on the rights of corporate industrial entities and local governments to determine their own ethical responsibilities in such areas. But many of these decisions now affect the overall maintenance of the planetary, eco-system — and their long-range consequences and implications go far beyond the relatively brief commercial or political mandates of their local decision-makers. (John McHale. The Ecological Context.)



*« We know much of what the future will bring in terms of problems... They seem so staggering in their size and complexity — so far beyond the capability of any single institutional segment of the community, public or private... And they are so interrelated that to proceed to try to solve any one of them in isolation from the other is often to create more problems than are solved by the effort. »*  
*(K.G. Harr, Jr. President of Aerospace Industries Association).*

# *Problèmes financiers des organisations internationales non gouvernementales (\*)*

## Ressources, dépenses et valeur économique

des activités des OING

Rapport par G.P. Speeckaert,  
Secrétaire Général honoraire de  
l'Union des Associations Internationales.

pour les pays-hotes.

### DIVERSITE DES CAS

Les quelque 2.500 organisations internationales non gouvernementales aujourd'hui en activité sont toutes différentes les unes des autres par le but qu'elles poursuivent ainsi que par les collectivités ou individus qu'elles groupent.

Leurs structures, leurs méthodes de travail et leur financement présentent aussi une diversité considérable, que l'on retrouve à l'intérieur des 18 catégories établies pour son Annuaire, par l'Union des Associations Internationales, en fonction des secteurs d'activité.

Les dénominations utilisées par les OING, telles que Fédération, Conseil, Institut, Union, Alliance, Bureau, Centre (1) n'impliquent pas une homogénéité de structure et de fonctionnement des organisations utilisant la même dénomination. Du point de vue qui nous intéresse ici, à savoir les ressources et les dépenses des OING, soulignons encore qu'une même organisation peut connaître des variations importantes ne serait-ce qu'en modifiant le nombre des langues de travail qu'elle utilise ou la fréquence de ses réunions internationales, sans parler des modifications apportées à ses types d'activité ou à la composition de ses membres. Malgré cette diversité qu'il est à peine besoin de rappeler, un certain nombre de principes généraux doivent pouvoir être dégagés. De la répétition de constatations déterminées ou au contraire de constatations exceptionnelles, il sera possible d'établir une théorie de nature à expliquer un ordre de faits en une matière que nous connaissons encore que d'une façon très fragmentaire, empirique et certes insuffisante.

### PORTEE DU PRESENT RAPPORT

Telle n'est pas l'ambition du présent rapport. Pour répondre à l'invitation de la Commission européenne d'Agriculture, nous avons cherché à introduire un débat, en rassemblant un premier ensemble de données, en indiquant quelques documents disponibles, en formulant des remarques qui peuvent donner matière à réflexion ou à action, sur le plan indivi-

duel de chaque organisation ou sur le plan collectif.

Nous espérons que ce rapport, malgré sa portée limitée, pourra être une première contribution à une étude ultérieure en profondeur — qui nous paraît indispensable — sur l'ensemble de la question du financement des organisations internationales non gouvernementales. Pour le préparer nous avons examiné les règlements intérieurs de plusieurs dizaines d'OING, les rapports financiers de plus d'une centaine d'OING, portant pour certaines d'entr'elles sur une série d'exercices annuels ainsi qu'un ensemble d'autres documents que nous avons conservés depuis plusieurs années précisément en vue d'une telle étude.

On trouvera in fine de ce rapport une liste des documents cités. Ceux qui aimeraient en posséder le texte peuvent en commander à l'UAI la photocopie.

Rappelons que déjà dans le passé, l'UAI a effectué et publié quelques travaux documentaires sur les montants des budgets annuels des organisations internationales (2) et sur les cotisations demandées à leurs membres (3).

De plus, à l'occasion des discussions qui eurent lieu en 1968 au sein du Comité ONG du Conseil économique et social des Nations Unies au sujet de la révision de la résolution 288 B (X), qui réglait depuis 1950 le système des relations consultatives entre les Nations Unies et les ONG (discussions assez pénibles d'ailleurs, au cours desquelles certains délégués exprimèrent l'opinion que le financement directement ou indirectement gouvernemental, même partiel, d'une organisation affectait son caractère non gouvernemental) l'UAI a rédigé et publié une analyse et un commentaire sur

(\*) *Document de travail présenté à la seizième Conférence des Organisations Internationales pour l'étude en commun des plans d'activité dans le domaine de l'agriculture en Europe, tenu à Paris du 23 au 26 février 1971 sous les auspices de la Commission européenne de l'Agriculture de la FAO.*

la question des « Contributions gouvernementales aux OING » (4).

Enfin, nous avons, il y a un an, réalisé une étude intitulée « Les organisations internationales non gouvernementales face aux aspects budgétaires et économiques de leurs congrès » (5). Cette étude assez détaillée ne porte évidemment, comme son titre l'indique, que sur un des éléments du problème global qui nous préoccupe aujourd'hui, mais sans nul doute un élément fort important et que nous avons cherché à présenter d'une manière concrète, avec des conclusions pratiques. Au sujet du bien-fondé du point 8 c) de l'ordre du jour de la 16e. Conférence, je voudrais simplement signaler que lors d'une consultation écrite que l'UAL a faite pour préparer des réunions de consultation d'OING tenues en octobre et décembre dernier à Paris, Genève et Bruxelles, 54 organisations ont indiqué les points qui les intéressaient parmi 21 sujets d'étude ou d'action proposés par l'UAL. Le sujet « l'étude des ressources et des dépenses des OING et la question de leur financement futur » fut placé, pour l'ensemble des réponses en 2e position, appuyé par 33 OING sur 54.

#### **ORGANISATION FINANCIERE, COMPTABLE ET BUDGETAIRE**

L'organisation financière, comptable et budgétaire a son importance et devra être traitée dans le Manuel administratif des organisations non gouvernementales que l'UAL espère publier avant la fin de l'année 1971.

En ce qui concerne la comptabilité, rappelons simplement ici que, la revue *Associations Internationales* a publié en mars 1968, en quatre langues, un plan-pilote comptable pour les organisations internationales, établi par M. Mommen (6), Administrateur général de l'Académie Internationale de Comptabilité et extrait de son étude sur « la gestion financière des organisations internationales non gouvernementales et toutes autres sans but lucratif (avec ou sans personnalité civile) » Ce plan contient un certain nombre de numéros relatifs aux dépenses et aux recettes des congrès. En plus de l'intérêt pratique d'un essai de décomposition des postes et de leur énoncé en français, anglais, allemand et espagnol, ce travail souligne avec raison l'idée qu'il serait souhaitable d'adopter un plan comptable international uniforme. L'excellente définition du budget d'un congrès, donnée par le directeur administratif de la Chambre de Commerce Internationale, Lucien R. Duchesne (7) : « Le budget n'est du reste que la traduction chiffrée, en unités monétaires, de l'ensemble des activités correspondant au programme du congrès » s'applique évidemment au budget et au programme général d'une OING.

Les méthodes de préparation, de présentation et de contrôle du budget sont assez variées. Beaucoup d'organisations ont un budget annuel ; un certain nombre, comme l'Alliance internationale des Femmes, pratique le budget triennal ; mais la tendance la plus marquée semble être en faveur de l'adoption du budget biennal.

L'organisation financière varie aussi d'une institution à l'autre ; depuis le système assez pratique mais un peu simpliste où le Secrétaire Général de l'OING s'occupe de tout et fait, approuver ses initiatives et ses écritures par l'Assemblée générale, jusqu'au processus très élaboré, avec un Règlement spécial des pratiques financières, un comité financier, des vérificateurs des comptes, etc...

Nous ne pouvons entrer ici dans le détail de ces problèmes de gestion que nous nous contenterons de mentionner en citant les titres des paragraphes de deux règlements adoptés par des OING.

Les « Financial Régulations » de l'Association Internationale des Etudiants en Sciences Economiques et Commerciales (AIESEC) se divisent comme suit : General - Finance : Budget, Income - Accounting : Bookkeeping Procedure, Vouchers, Sundry Instructions - Bank and Post-Check Accounts : Income, Signatories, Payments - las Travel - las Reports - Audit : Material Audit, Public Audit - Advisory Council : AC Responsibility, AC Travel - Discharge. De son côté, le Manuel de Règlements de la Jeune Chambre Internationale traite dans son chapitre XXIII « Finances » des points suivants : Financial Policy - Inventories - Accounts - International Accounts - Insurance - Supplies - Disbursements - Signatures - Priorities - Bond - Officer Expenses : Procedure, Advances, Authorized Travel Expenses, Limits, Authorized Administrative Expenses, Commission Expenses, Credit for dues, Required report, Transfers, Congress Travel, Conditions, Other conditions, Exceptions - Unsolicited donations - Sustaining Membership Moneys - Salaries : Authority to set, Secretary General, Others - Program Expenses : Limits, Fund raising - Revision of Budget - Senate Funds.

Le premier point « Financial Policy » prévoit la diversification suivante assez intéressante :

- 1) Service to members should be covered by membership dues or subscriptions ;
- 2). Programs should be financed as in (1) above or by special sponsorships ;
- 3) Development should - be financed by Senate Funds.

Précisons que le Sénat de la J.C.I., se compose de membres individuels nommés membres à vie, sous certaines conditions, dont l'approbation par le Président de l'Association nationale dont ils faisaient partie et du Président de la JCI, ainsi qu'une contribution unique de 50 dollars. Pour fournir un modèle pratique de règlement pre-

cis et succinct à l'intention des OING qui souhaiteraient compléter sans de longues études leur organisation interne en cette matière, nous croyons utile de reproduire le texte du chapitre « Finances » du Règlement intérieur de l'Union internationale des Architectes.

#### « XII - Finances :

XII/1 L'année financière commence le 1er janvier et s'achève le 31 décembre.

Chaque année les comptes vérifiés de l'année précédente doivent être présentés au Comité Exécutif pour approbation, et communiqués aux sections après approbation du Comité Exécutif. Les observations des sections doivent être soumises au Trésorier avant le 1er juin. Un rapport financier, un projet de budget pour les deux années suivantes et le bilan sont soumis par le Trésorier, au nom du Comité Exécutif, à chaque Assemblée générale. Après approbation, celle-ci en donne décharge au Comité Exécutif. Le budget de l'exercice suivant doit être soumis aux sections et au Comité Exécutif avant le 1er octobre.

XII/2 Chaque section participe aux frais de l'UNION suivant le nombre de ses délégués à l'Assemblée. Elle paie à son admission à l'UIA à titre de droit d'entrée, le montant d'une année de cotisation. Ce montant doit être versé à titre provisionnel en même temps que la demande d'admission. Cette provision sera remboursée en cas de rejet de la demande, diminuée de 2 % pour couvrir les frais d'examen.

Le montant des cotisations et leur mode de calcul sont fixés par l'Assemblée, sur proposition du Comité Exécutif.

Les paiements doivent être effectués au compte bancaire de l'UIA au siège du Trésorier, avant le 1er avril de chaque année sur demande du Trésorier, qui tient la comptabilité des cotisations.

XII/3 Toute section n'ayant pas réglé sa cotisation en cours, perd tout droit de vote à l'Assemblée.

XII/4 Dans des cas exceptionnels, sur l'initiative du Comité Exécutif, et après un vote favorable pris à la majorité des 4/5, il pourra être fait un appel complémentaire formant avance sur la cotisation de l'année suivante et ne dépassant pas 10 % de la cotisation.

XII/5 Les fonds de l'UNION ne peuvent être engagés qu'en conformité avec le budget proposé par le Trésorier et approuvé par l'Assemblée. Les dépenses imprévues dépassant 10 % du budget, doivent être approuvées par le Comité Exécutif, qui peut être consulté par correspondance.

XII/6 En règle générale, les sections rembourseront les frais de représentation de leurs délégués au Comité Exécutif et à l'Assemblée et de leurs membres des Commissions.

Les frais de voyage du Secrétaire Général seront à la charge de l'UNION, lorsqu'il s'agit de déplacements effectués spécialement pour le compte de l'UNION.

Certains frais résultant du travail des Commissions, certains frais de mission ou de délégation peuvent être à la charge de l'UNION ».

#### MONTANTS DES BUDGETS

Nous n'avons pas eu le temps d'établir le relevé des montants de budgets indiqués dans la dernière édition de l'Annuaire des Organisations Internationales, publiés par l'UIA pour chaque organisation, sauf les cas malheureusement trop nombreux où les chiffres ne lui ont pas été communiqués. Ce relevé fut établi pour l'édition 1960-61 (1), où figurent les montants des budgets de 591 organisations sur les 1409 organisations décrites dans cette édition. Malgré son caractère incomplet, ce relevé a sans doute une bonne valeur indicative et nous croyons dès lors intéressant de reproduire quelques uns des budgets moyens par OING qu'il indique.

Ils sont de: 17.040 dollars pour l'agriculture; de 27.844 pour le commerce et l'industrie ; de 18.910 pour les techniques ; de 18.847 pour les sciences ; de 24.383 pour la santé et l'hygiène ; de 210.352 pour l'éducation et la jeunesse ; de 26.419 pour les arts, littérature, radio, cinéma, TV ; de 14.003 pour les sports et loisirs ; de 131.765 pour les syndicats, etc...

La moyenne générale pour ces 9 catégories d'OING s'élève à 54.396 dollars par organisation. Etant donné que les chiffres donnés ci-dessus datent d'il y a dix ans, si nous tenons compte d'une augmentation régulière de 6 % par an du coût de la vie, nous arriverions en 1970 à 54.396 + 32.637 c'est-à-dire à un budget moyen de 87.033 dollars par OING. Il faut pour ces chiffres tenir compte aussi d'une constatation que nous avons faite lors de notre étude sur les ressources et les dépenses des congrès (5), à savoir que peut-être 5 % seulement des OING incluaient les comptes de leurs congrès dans leurs comptes généraux.

Pour contrôler ces données, nous avons analysé les informations fournies par le Rapport Sexennal (8) sur les OING présenté en août 1970 par le Conseil exécutif de l'Unesco. Ce document contient, pour 24 OING s'occupant d'éducation, de science et de culture, les montants de leurs ressources propres, subventions et contrats de l'Unesco et autres subventions pour les années de 1964 à 1969. Les écarts vont pour 1964 d'un budget de 2.780 dollars à un budget de 761.781 dollars et pour 1969 d'un budget de 6.602 dollars à un budget de 1.052.625 dollars.

Le total pour les 24 OING s'élève pour 1964 à

2.676.192 dollars et pour 1969 à 3.438.120 dollars. Ceci donne un budget moyen par organisation de 111.508 dollars en 1964 et de 143.255 dollars en 1969 ; donc en cinq ans une augmentation de 31.747 dollars, c'est-à-dire de plus de 33 %. Pour comparer nos deux séries de données, il faut prendre en considération le fait que la seconde concerne uniquement des OING subventionnées par l'Unesco, donc d'un niveau d'activités et de budget assez élevé et que les chiffres comprennent certainement toujours les montants relatifs aux réunions internationales.

Ces informations sur les montants des budgets des OING seraient incomplètes si nous omettions de souligner qu'un grand nombre d'OING accomplissent avec un dollar un travail de dix ou vingt dollars, par leur sens de l'économie et l'apport des prestations bénévoles.

Leurs secrétariats fort limités en personnel ont une haute productivité. A titre d'illustration, citons le passage suivant d'un article de Jean-Jacques Salomon intitulé « Politique scientifique et coopération internationale » (9), paru en 1964 : « Comme elles n'ont pas à tenir compte, au moins en principe, de considérations politiques et que leurs structures sont simples, les institutions non gouvernementales peuvent faire preuve d'une grande liberté non seulement dans le choix de leurs programmes scientifiques mais aussi dans le recrutement d'un personnel très qualifié. Personnel, au demeurant, très limité : il est surprenant de constater qu'une entreprise de coordination aussi vaste que l'est, par exemple, celle des Années du Soleil Calme (IQSY), qui a pour objet d'effectuer à l'échelle mondiale des observations géophysiques sur une période de dix-huit mois, qui engage un budget d'environ 80.000 dollars par an et qui intéresse plusieurs domaines de recherche (météorologie, géomagnétisme, ionosphère, rayons cosmiques, etc.) repose sur un effectif permanent de trois personnes : le secrétaire de l'IQSY, sa secrétaire et une dactylo. Enfin, la souplesse même de leurs statuts permet aux organisations non gouvernementales de faire face rapidement aux besoins nouveaux nés des transformations et du progrès de la science. »

#### **REPERCUSSIONS ECONOMIQUES POUR LES PAYS-HOTES**

Les retombées économiques des congrès internationaux dans les pays qui les reçoivent ont été fortement soulignées depuis une dizaine d'années et les chiffres sont assez connus pour susciter un peu partout la création de nombreux palais de congrès ou hôtels-congrès. Ils ont provoqué l'essor d'une véritable industrie des congrès (10 et 5). L'apport pour les pays-hôtes qui résulte de la présence des secrétariats des OING mériterait une

étude sérieuse qui devrait aborder des aspects multiples : courant intellectuel, source d'emplois, dépenses effectuées dans le pays et la ville, attirance pour l'implantation des congrès ou le siège d'autres organisations, etc... Elle susciterait la construction de maisons internationales.

Beaucoup de gouvernements ou de municipalités en sont encore à croire que les OING coûtent cher aux pays qui leur offrent l'hospitalité. Or une enquête menée en 1966 par la Fédération des Associations Internationales établies en Belgique a révélé que celle-ci dépensait en moyenne en Belgique 87,8 % de leurs budgets, et que 88,5 % de leurs ressources provenaient d'autres pays que la Belgique provoquant ainsi entr'autres un apport sérieux de devises étrangères (11).

#### **TYPES ET POURCENTAGES DES RECETTES ET DES DEPENSES**

Dans l'espace limité de ce rapport, nous ne pouvons songer à entreprendre un examen, qui ne peut être réalisé de façon succincte, des divers types de dépenses et de recettes. Plus loin, nous traiterons de quelques formes de ressources. Une étude ultérieure plus approfondie devrait évidemment comprendre une énumération détaillée, indiquer des pourcentages et les commenter. De leur côté les OING auraient intérêt à analyser la répartition de leurs dépenses et de leurs recettes pour une période de cinq ou dix ans et à établir des moyennes, qui fourniraient sans doute des enseignements utiles.

A titre d'exemple, signalons que le numéro de décembre 1968 de la revue d'une OING s'occupant d'éducation présentait, à côté d'un graphique montrant révolution des membres individuels et des membres collectifs de 1963 à 1967, un tableau du pourcentage moyen des recettes et un autre tableau du pourcentage moyen des dépenses. Les recettes, s'élevant en moyenne par année à 53.500 francs français, se décomposaient comme suit: 61,71% pour les cotisations des membres collectifs, 20,70 % pour les cotisations des membres individuels, 10,08 % pour la vente des rapports du congrès (qui se tient tous les cinq ans), 4,32 % de dons, 9,15% pour les abonnements au Bulletin et 3,04 % de divers.

Les dépenses, s'élevant en moyenne par année à 50.000 francs français, se répartissaient de la façon suivante: 43,14% pour les frais de personnel, 7,27 % pour les frais postaux et de bureaux ; 30,56 % pour la publication du Bulletin ; 2,36 % pour les frais de traduction (3 langues de travail), 9,51 % pour les frais de réunions et 6,66 % de frais divers.

Pour ceux qui aimeraient avoir des renseignements détaillés sur les types de recettes et de dépenses des congrès internationaux et leur pour-

centage, rappelons qu'ils peuvent les trouver, avec des budgets types, dans le compte rendu du 5e Congrès international sur l'organisation des congrès (5), tenu en mai 1970.

Le mieux serait certes qu'une association puisse comparer ses types de dépenses et de recettes avec ceux d'autres associations du même secteur et ayant des catégories analogues de recettes et de dépenses.

Nous ne disposons pas encore à cet effet des matériaux voulus pour les OING du genre des excellents documents publiés aux Etats-Unis, pour les associations américaines, par exemple par la Chambre de Commerce des Etats-Unis ou par l'American Society of Association Executives. Etant donné leur intérêt, nous joignons en annexe à ce rapport une note à ce sujet rédigée par M. A.J.N. Judge.

#### **DIVERSIFICATION ET DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES**

Un certain nombre d'OING poursuivent davantage que d'autres un but que l'on pourrait qualifier d'illimité, et aspirent dès lors à étendre leur programme d'activités pour autant qu'elles puissent s'assurer les moyens financiers nécessaires. Ce sont les organisations scientifiques, éducatives ou morales par exemple plutôt que les organisations des secteurs industrie ou profession. Pour toutes celles qui ne peuvent se contenter de l'apport des cotisations pour réaliser leurs objectifs, il semble utile de chercher à placer quelques uns de ceux-ci en dehors de leur programme et de leur budget ordinaires et d'en faire l'objet de postes spéciaux avec appel de fonds distincts, limités à tel ou tel objectif. C'est certes plus facile à dire qu'à faire, parce qu'il faut presque nécessairement pouvoir consacrer à chaque objectif une ou plusieurs personnes du secrétariat de l'OING, créer une commission spéciale, procéder à l'impression de documents distincts, tâches qui requièrent déjà avant de commencer cette diversification un financement et un personnel suffisants. Même le lancement d'une campagne de financement du programme général nécessite de disposer de liquidités préalables qui manquent le plus souvent.

Il faut reconnaître aussi que les OING, dans leur quasi totalité, ne sont guère très enclines à utiliser les systèmes d'appel de fonds en faveur aux Etats-Unis et surtout ne savent pas très bien comment s'y prendre.

Sans doute y a-t-il une évolution du point de vue psychologique et l'implantation en Europe de quelques firmes sérieuses de Fund-raising amènera sans doute les OING à s'engager dans la voie de confier leurs bonnes causes et leurs bons dossiers à des spécialistes.

D'une façon générale, les OING ont manqué et manquent encore des conseils pratiques pour le développement des ressources d'une association, du genre de ceux que diffuse par exemple la revue « Association Management » (12) de l'American Society of Association Executives et qui est introuvable par exemple dans les revues des comités nationaux d'organisation ou de productivité établis en Europe.

Cette littérature peut paraître à première vue trop « affairiste », mais elle s'intercale dans tout un ensemble d'études et de suggestions sur la direction des associations, la publication de leurs périodiques, tout le management en somme des associations.

Ayant découvert et rassemblé cette littérature dynamique et ayant dépassé son aspect « business minded », nous avons il y a quelques années essayé de donner dans la revue de l'Union des Associations Internationales une plus grande place au « Management » des OING.

Parmi les articles parus, nous voudrions rappeler celui de portée générale, rédigé par M. A.J.N. Judge, secrétaire général adjoint de l'UAI, publié en mars 1969 sous le titre de « Evaluation of International Organizations - the need, current efforts, qualitative and quantitative methods » (13). Nous devons admettre que nous n'avons pas été très loin dans cette voie, faute surtout d'avoir perçu une réaction de la part des OING. De plus, appliquant la thèse que nous venons de soutenir, nous pensons qu'il faudrait qu'un tel programme fasse l'objet d'un poste spécial dans les activités et dans le budget de l'UAI. Celle-ci est assurée d'avoir tout le concours voulu de l'American Society of Association Executives, dont le directeur vient de devenir un des membres de l'UAI, et de pouvoir entr'autres utiliser l'expérience de leurs spécialistes en matière de développement des ressources.

Ce qui manque c'est que les OING, ou quelques-unes d'entr'elles du moins, demandent la constitution d'une Commission spéciale, à la disposition de laquelle quelque 5.000 dollars soient mis pour adapter à l'intention des OING la documentation existante, la diffuser et aider à la mise en œuvre des méthodes prônées.

#### **LES COTISATIONS DES MEMBRES**

Ce type de ressources est d'application tellement générale qu'il mérite que nous nous y arrêtions un instant.

L'examen de quelque 400 statuts d'OING, effectué en 1957 par l'UAI, révèle, six systèmes de cotisations : fixation annuelle, cotisation fixe, cotisation libre (système d'ailleurs très peu utilisé), cotisation déterminée suivant l'importance démographique des pays, cotisation déterminée suivant le nombre

de membres par association ou collectivité nationale, cotisation variable d'après un critère de production, d'utilisation, d'activité propre à la nature de l'organisation considérée. Il est rare de rencontrer un des systèmes à l'état pur, le plus souvent les statuts prévoient un « panachage » des dispositions.

Nous ne pouvons entrer davantage dans les détails, mais il est probable que de nombreuses organisations souhaiteraient connaître les dispositions prises par d'autres à leur égard et que dès lors une étude ultérieure devrait en faire l'analyse. D'autre part, dans les rapports financiers des OING, on trouve souvent l'expression des regrets du Trésorier général pour les retards qui surviennent dans le paiement des cotisations et la menace peut-être plus souvent brandie que mise à exécution d'un retrait de droit de vote pour les membres défaillants. Une OING estime que le montant des créances douteuses relatives aux cotisations s'élève de 10 à 15 % de leur volume total. Comme nous avons suggéré que pour les congrès internationaux on établisse le prix de revient par congressiste et qu'on le compare avec le montant du droit d'inscription, nous avons noté avec intérêt le calcul suivant, présenté par l'Association internationale de signalisation maritime, des bénéfices matériels directs que procure à tout membre le fait d'appartenir à cette association (en 1970) :

— abonnement au Bulletin . . . 100 francs suisses  
— collection des rapports tous  
  les cinq ans, soit 600 : 5 = 120 francs suisses

publications diverses . . . . . 100 francs suisses  
total . . . . . 320 francs suisses

pour une cotisation de 300 F.S.  
Rappelons ici que lors de la discussion au cours de la 12e Conférence, en février 1966, du rapport sur « La structure et le fonctionnement des organisations internationales » (14), le groupe de travail avait émis le souhait que des suggestions pratiques soient fournies au sujet des systèmes de vote et de cotisation ainsi que sur l'information donnée aux organisations internationales en ce qui concerne les budgets et bilans de leurs membres nationaux et éventuellement la publicité que les OING peuvent donner à ces informations. Il appartiendra au futur Manuel administratif des ONG de donner suite à ce vœu.

Une autre question, qui devient de plus en plus grave, est celle des difficultés rencontrées pour l'obtention des cotisations auprès d'un nombre croissant de nouveaux groupes nationaux appartenant aux pays du Tiers Monde. Il est certes heureux et indispensable que ces pays participent de plus en plus largement aux activités des OING. Il est compréhensible aussi que les moyens financiers de ces groupes nationaux soient souvent très

limités. Il faut même que les OING insèrent davantage dans leurs programmes des activités en faveur des pays en voie de développement. Mais il n'en reste pas moins vrai que les OING ont besoin que tous leurs membres paient leurs cotisations parce que leur financement doit être d'une part suffisant et d'autre part international.

La remarque suivante faite par un des membres du groupe d'experts réunis par l'UAI en 1956, avec le concours financier de l'Unesco, pour l'établissement d'un « Plan d'évaluation des organisations internationales non gouvernementales » (15), en l'occurrence M. Louis Verniers ; « la variation du nombre des membres constitue un véritable thermomètre de la vie de beaucoup d'OING », est certainement tout autant d'application pour les paiements de cotisations.

A l'intention de ceux qui voudraient approfondir par eux-mêmes l'examen de la question des cotisations, signalons en plus des autres documents déjà cités l'existence de l'étude intitulée « Dues and membership in scientific societies » (16), publiée en septembre 1960 par la National Science Foundation et qui est certainement intéressante, quoique son objet se limite aux associations américaines. Mentionnons ici aussi une autre publication, datant de 1963, «Self-help for learned Journals» (17), due à la Nuffield Foundation, qui dans le contexte plus large de conseils destinés à changer les déficits croissants des revues scientifiques en un équilibre financier stable, traite de la distribution de la revue d'une société scientifique aux membres et aux non-membres, en conseillant de ne plus pratiquer des prix sacrifiés pour la première catégorie.

#### FONDS DE ROULEMENT ET FONDS DE RESERVE

Ce sont deux choses différentes, mais qu'il est bon de rapprocher, puisque toutes deux sont destinées à faciliter la trésorerie d'une OING et à lui permettre de faire face aux imprévus.

L'un et l'autre de ces fonds posent un problème sur le plan des taxations à payer par les OING. Ne pouvant indiquer les dispositions fiscales en vigueur dans chaque pays, signalons simplement à titre indicatif la situation existant en Belgique. Une taxe annuelle sur le patrimoine (compensatoire des droits de succession), dont le taux est de 1,7/1.000, frappe tous les biens meubles et immeubles possédés en Belgique par les associations sans but lucratif (relevant de la loi de 1921) y compris les associations internationales régies par la loi du 25 octobre 1919. Le texte légal ne parle pas des biens possédés à l'étranger. Sont déclarables les fonds publics, les biens meubles et immeubles de toutes espèces, les obligations ou actions de sociétés, les rentes temporaires ou per-

pétuelles, les créances hypothécaires ou autres, toute somme productive d'intérêt, etc..., c'est-à-dire tous les biens dont la possession peut être considérée comme durable et non passagère. L'avoir liquide ou un compte en banque, considérés comme fonds de roulement, ne doivent pas être déclarés.

Signalons à ce propos que, répondant à une question posée par la Fédération des Associations Internationales établies en Belgique, M. Henrion, Ministre des Finances, a bien voulu préciser, le 10 janvier 1967 que, par « fonds de roulement » on entend les liquidités, y compris les comptes à vue ou à court terme, qui sont destinés normalement à être consommés au cours de l'exercice pour l'activité de l'association. Il ne suffit donc pas qu'il s'agisse de liquidités, il faut en outre que ces liquidités soient destinées à couvrir les besoins courants de l'association (18).

Une enquête faite aux Etats-Unis en 1960 auprès de plus de 1200 associations américaines (19) montre que près de 80 % d'entr'elles maintiennent des liquidités financières ; le groupe de loin le plus nombreux, à savoir 37%, pour six mois d'activité ou moins; et moins de 10 % des liquidités dépassant le montant du budget annuel. L'auteur de l'enquête cherchant à répondre à la question : « how to accumulate » propose de déterminer tout d'abord le montant de la réserve liquide nécessaire et d'appliquer ensuite une des trois mesures suivantes : a) demander une contribution spéciale et unique aux membres ; b) réduire les dépenses pendant une période déterminée à l'avance et suffisante pour accumuler la réserve souhaitée; c) sans réduire le programme et plutôt par grignotage des dépenses et en utilisant les soldes actifs laissés par les activités, mettre de côté chaque année un montant réduit jusqu'à ce que la réserve nécessaire ait été rassemblée. L'auteur estime préférable la troisième méthode et considère comme nécessaire d'arriver à un fonds de roulement équivalent à six mois d'activité.

Nous n'avons pas de données statistiques sur les pratiques en vigueur pour les OING, tant pour le fonds de roulement que pour le fonds de réserve. Dans les comptes que nous avons examinés, nous avons trouvé plus souvent que prévu l'indication d'un fonds de réserve et l'indication, dans les recettes, des intérêts, parfois fort valables, procurés par les réserves consolidées. Tant mieux pour ces OING, à qui se posent alors le problème du choix des investissements, sujet traité dans un autre article de la revue Association Management ; « Investment of Association Reserve Funds » (20), qui indique que le compte d'épargne (savings accounts) est le système le plus adopté. Qu'il s'agisse de placements ou non, il nous a

semblé noter ces dernières années une propension accrue chez les OING de devenir propriétaires de l'immeuble servant à abriter le siège de l'organisation.

#### **AIDE FINANCIERE GOUVERNEMENTALE ET INTERGOUVERNEMENTALE**

Ayant consacré 17 pages dans le numéro de juillet 1968 de la revue Associations Internationales à la question des contributions gouvernementales aux OING, nous ne ferons que rappeler quelques données de cette étude (4).

Basée sur la 11<sup>e</sup> édition du Yearbook of International Organizations (1966-67) et excluant les 345 ONG « marché Commun », elle a révélé que sur les 1690 OING prises en considération, 219 soit 13 % (dont 68 ayant un statut consultatif auprès de l'ECOSOC), ont indiqué qu'elles recevaient une aide financière directe ou indirecte (non compris les contrats) de la part de gouvernements. Le commentaire, tout d'abord, souligne la différence de situation qui existait entre les pays latins et les pays anglo-saxons et l'évolution en cours. Il considère que les autorités gouvernementales nationales sont moins proches des OING aujourd'hui qu'avant la première guerre mondiale, mais que par contre il y a une tendance à élargir les formes et les méthodes de coopération entre les organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

Malheureusement, si l'on se place du point de vue de l'aide financière, ne faut-il constater que les gouvernements tendent à diminuer leur aide, estimant souvent qu'ils fournissent déjà une contribution fort lourde au financement des institutions intergouvernementales, auxquelles elles tâchent de renvoyer les OING, et ne faut-il pas constater aussi que les organisations intergouvernementales apportent aux OING, ou plus exactement à quelques rares d'entr'elles, l'aide financière la plus réduite possible. Nous disons aide financière et non subvention, parce que nous sommes tout à fait d'accord pour voir se substituer les contrats (qui sont en fait parfois de simples prêts) en lieu et place des subventions.

Il faudrait pour modifier la situation présente établir un plan d'action concerté s'insérant dans le cadre de l'action plus large à mener pour réactiver les relations consultatives, normatives, techniques et opérationnelles entre les organisations intergouvernementales et les OING, problème qui est expliqué dans les numéros de janvier et de février 1971 de la revue Associations Internationales. Pour la solution des problèmes mondiaux souvent angoissants, la mise en commun de tout le potentiel des deux secteurs est indispensable mais ne faudrait-il pas tout autre chose comme esprit, comme méthodes et comme arrangements finan-

ciers, que la pratique actuelle.

De même qu'il semble souhaitable de voir les OING mettre davantage en application le système des associations momentanées, par la création d'organisations ou comités internationaux pour une tâche déterminée et unique et donc pour une durée limitée sous les auspices de plusieurs OING, ne doit-on pas espérer voir les organisations intergouvernementales s'engager résolument dans la voie de véritables entreprises conjointes avec les OING.

#### **AIDE FINANCIERE DES FONDATIONS ET DES SOCIETES MULTINATIONALES**

Un dernier point que nous allons examiner rapidement est l'aide que les OING peuvent trouver auprès des fondations et des sociétés multinationales.

Remarquons tout d'abord qu'un certain parallélisme existe entre les OING et les fondations américaines. Les unes et les autres créées à partir de la seconde moitié du siècle dernier, ont constitué des forces innovatrices considérables, qui ont véritablement façonné le monde contemporain. Mais le cadre dans lequel elles opéraient a été fortement modifié, pour les unes en raison du rôle croissant des institutions interétatiques et pour les autres par suite du rôle croissant du gouvernement de leur pays et plus récemment en raison des attaques dont elles ont fait l'objet (21). Il est significatif que les difficultés auxquelles se heurtent à présent les fondations américaines, dont le nombre est estimé à près de 22.000, donc près de 10 fois celui des OING, ont amené les principales d'entr'elles à constituer en 1956 «The Foundation Centre », établi à New York, et dont les activités sont à l'égard des fondations américaines assez semblables à celles poursuivies par l'UAI à l'égard des OING, mais avec d'autres moyens matériels.

L'UAI a établi des contacts avec ce Centre et nous croyons qu'il serait extrêmement utile de les resserer afin de réaliser ensemble une première étude sur l'aide que les fondations américaines ont apporté dans le passé aux OING et une seconde étude de nature à développer cette aide. Il faudrait aussi susciter un rapprochement entre les OING et les fondations établies en Europe, dont la nouvelle Fondation Agnelli, de Turin, a publié le Répertoire (22).

Enfin au point de vue des fondations, il faut noter un phénomène encore réduit, mais qui pourrait s'étendre, qui est la création de fondations internationales, généralement à l'initiative d'une OING et opérant étroitement, si pas exclusivement avec elle. Il conviendrait d'examiner les avantages qu'elles offrent ainsi que les méthodes de création et de fonctionnement.

La nouvelle ou plutôt future catégorie d'OING que formeront les sociétés multinationales à but lucratif (23) constituera peut-être dans l'avenir la principale source de financement des OING. On sait que ces sociétés dans leur état actuel commencent à coopérer étroitement avec certaines des institutions des Nations Unies. C'est ainsi qu'un communiqué de la FAO de mars 1970 signalait que 82 sociétés multinationales avaient accepté d'investir en dix ans 185 milliards de dollars pour faire face dans les pays en voie de développement à l'accroissement de la production agricole exigé par l'augmentation de la demande en produits alimentaires. Par ailleurs six grandes banques privées occidentales se sont engagées dans une expérience de financement de programmes conseillés par le FAO.

Enfin, il s'est créé ces dernières années une nouvelle sorte d'entreprise que l'on pourrait appeler société multinationale d'investissement. Ces sociétés, la PICA pour l'Asie, l'ADELA pour l'Amérique latine, etc... sont formées de sociétés le plus souvent elles-mêmes géantes et multinationales, qui s'associent entr'elles pour opérer des investissements dans les pays en voie de développement. Leurs capitaux sont aisément supérieurs à ceux des pays dans lesquels elles décident d'investir.

#### **CONCLUSIONS**

Très conscient de tout ce qui n'a pu être dans le rapport même abordé, ou mieux précisé comme situation présente, ou surtout esquissé comme thérapeutique pour l'avenir, nous tenons à répéter qu'il n'a pour ambition que de préparer la voie d'une étude en profondeur et d'une action conjointe de la part des OING.

Pour mieux garantir leur mise en train, la 16e Conférence pourrait peut-être constituer un groupe de travail, qui non seulement serait chargé de faire rapport à la 17e Conférence, mais pourrait presser et conseiller l'Union des Associations Internationales, qui de son côté est décidée à donner toute la priorité possible dans son programme à la question du financement des OING et à œuvrer aussi étroitement que possible avec les promoteurs d'INTERPHIL (International Standing Conférence on Philantropy) qui se préoccupent du même problème.

L'étude et l'action devraient, semble-t-il, se situer simultanément sur les trois plans suivants :

- 1) le plan de l'amélioration des techniques de l'organisation financière et de la recherche des ressources, dans le cadre plus large de l'application des meilleures méthodes de gestion administrative, avec comme objectif de faciliter aux OING la préparation et le contrôle de leurs budgets, de les amener à adopter un système international de pratique en matière financière,

de leur permettre de faire apparaître et comprendre plus clairement leur productivité ainsi que leur capacité d'effectuer avec un minimum de frais généraux les tâches qu'elles se sont assignées.

Ceci nous semble un élément important pour l'obtention de ressources accrues, surtout auprès de sources nouvelles de financement, qui seront souvent de caractère international.

- 2) le plan de l'extension des relations des OING avec les fondations et les sociétés multinationales.

Dans la mesure où les trois groupes — associations internationales non gouvernementales, fondations et sociétés transnationales — pourront conjuguer leurs efforts, ils constitueront des instruments efficaces pour assurer au secteur privé, à travers les évolutions récentes et futures, le maintien d'une fonction propre indispensable, harmonisée avec celles des gouvernements et des institutions intergouvernementales.

A cet effet, la Conférence pourrait peut-être inviter les fondations et les sociétés transnationales à examiner attentivement le concours que les organisations internationales non gouvernementales peuvent apporter pour la réalisation de certains objectifs qu'elles poursuivent.

- 3) le plan de l'appui des gouvernements et des institutions internationales.

Tout en réaffirmant leur volonté d'apporter leur pleine collaboration aux instances gouvernementales, les OING devraient exiger une modification radicale des conditions morales et matérielles de cette collaboration en la plaçant plus au niveau du concours normatif, technique et opérationnel qu'au niveau des consultations. A cet effet, les OING doivent rechercher les nouveaux moyens à mettre en œuvre pour obtenir la reconnaissance de leur existence sur les plans sociologique, technique et juridique, qui est indispensable pour aboutir à une association de travail entre les deux secteurs.

#### LISTE DES DOCUMENTS CONSULTÉS

- (1) E.S. TEW. *La structure internationale en 1960*, in Associations Internationales, février, 1961, pp. 94 - 100.
- (2) Voir Associations Internationales, novembre, 1953, pp. 450-451; février 1955, p. 90; octobre 1958, pp. 682-683; décembre 1960, pp. 734-735; février 1961, p. 96.
- (3) G. BOCKSTAEL. *Les systèmes de cotisation dans les OING*, in Associations Internationales, novembre 1957 pp. 769-771.
- (4) A.J.N. JUDGE et G.P. SPEECKAERT. *Les contributions gouvernementales aux organisations internationales non gouvernementales*, in Associations Internationales, juillet 1968, pp. 466-508.
- (5) G.P. SPEECKAERT. *Les organisations internationales non gouvernementales face aux aspects, budgétaires*

et économiques de leurs congrès, pp. 25-61 du compte-rendu du 5e. Congrès international sur l'organisation des congrès. Union des Associations Internationales, 1970, 160 p., (volume 8 de la collection « La science des congrès internationaux »).

- (6) M. MOMMEN. *Un plan comptable pour les organisations internationales sans but lucratif*, in Associations Internationales, mars 1968, pp. 160-174.
- (7) Lucien R. DUCHESNE. *Manuel de l'Organisateur de Congrès*. Union des Associations Internationales, 1961 98 pages, (volume 2 de la collection « La science des congrès internationaux »).
- (8) UNESCO. Doc. 1.6 C/22, 7 août 1970. *Rapport sexennal du Conseil exécutif à la Conférence générale sur le concours apporté à l'action de l'Unesco par les organisations internationales non gouvernementales* (catégories A et B), 41 p.
- (9) Jean-Jacques SALOMON. *Politique scientifique et Coopération internationale*, avril 1964, mimeogr. 26 p. (publié en anglais par Minerva, a Review of Science and Learning (Londres), dans son numéro d'automne 1964).
- (10) E. ALKJAER et J. ERIKSEN. *Location and economic consequences of international congresses*. Published in cooperation with the Union of International Associations, Einar Harcks Forlag, Copenhagen 1967, 134 p.
- (11) G.P. SPEECKAERT. *Bruxelles, siège des organisations et réunions internationales*, pp. 71-79, du numéro d'octobre-novembre 1970 de la revue Synthèses, consacré à « Bruxelles, Carrefour de l'Europe ».
- (12) Barry E. MILLER. *The facts of financing : à membership need*, in Association Management, September 1966, pp. 10-17.  
Merrill O. MAUGHAN. *How to finance the Association*, in Association Management ?  
William J. JACQUETTE. *Current practices in developing an association's budget*, in Association Management, October 1965, pp. 24-26.  
*Special assessments : a Key to association financing*, in Association Management, February 1968, pp. 26-28.  
Bertrand KLASS. *Membership dues and assessments*, in ATAE Journal, April 1956, pp. 9-15.  
Susan PRIESTLAND. *Is your dues structure equitable?* in Association Management, February 1969, 3 p.  
Joe E. MAXWELL. *Conducting a management audit*, in Association Management, December 1967, 4 p.
- (13) A.J.N. JUDGE. *Evaluation of International Organizations - the need, current efforts, qualitative and quantitative methods*, in International Associations, March 1969, pp. 141-147.
- (14) G.P. SPEECKAERT. *De la structure et du fonctionnement des organisations internationales non gouvernementales*, in Associations Internationales, mai 1966, pp. 264-274.
- (15) Jean MEYNAUD. *Un plan d'évaluation des organisations internationales non gouvernementales*. Union des Associations Internationales, 1957, 32 p. (publié avec le concours financier de l'Unesco dans la collection Documents pour servir à l'étude des relations internationales non gouvernementales. Doc. n°3).
- (15) National Science Foundation. *Dues and membership in scientific societies*. Report of a survey conducted by Office of Science Information Service, Washington,

- September 1960. 14 p., NSF-60-55.
- (17) Frank MORLEY (Notes compiled for the Nuffield Foundation by). *Self-Help for Learned Journals*. Published for the Nuffield Foundation by the Oxford University Press, 1963. 45 p.
- (18) Fédération des Associations Internationales établies en Belgique. *Guide pratique à l'usage des Organisations internationales établies en Belgique*. 3e. édition. Bruxelles, 1968, 112 p.
- (19) John W. JOHNSON. *How much liquid reserve ?* in ASAE journal, January 1962, pp. 46-49.
- (20) Carl H. PRIESTLAND. *investment of Association Reserve Funds*, in *Association Management*, September 1968, 3 p.
- (21) *Foundation News/Journal of Philanthropic Foundations*, is published bi-monthly by the Foundation Centre. The journal runs some 40 pages per issue and has two principal sections. One consists of news, feature articles, and reports on foundations. The other is a listing of grants made by foundations. These are arranged by fields of interest.
- (22) *Directory of European Foundations*. Edited by Fondazione Giovanni Agnelli, Torino 1969, 550 p.
- (23) Voir le chapitre « Multinational Business Enterprises » pp. 1189-1214, (prepared by A.J.N. Judge) dans la 12e édition (1968-1969) du *Yearbook of International Organizations*. Union des Associations Internationales, 1220 p.

English summary of the article, (p. 275) :

#### FINANCIAL PROBLEMS OF INTERNATIONAL NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

*There is a great deal of diversity in the character of international organizations : in structure, in work methods, in their manner of financing. However, one can deduce certain general principles from observation, and then evolve a theory to explain a certain range of facts in the INGO field.*

*This report, however, intends merely to make an initial contribution to the important study of the financing of INGOs. In the past the UAI has carried out other research projects in this field. Sound financial organization of an NGO is vital, and furthermore there would appear to be great practical value in adopting a standardized international accounting form. An excellent definition of a congress budget — which would apply as well for an INGO budget — was given by the Administrative Director of the International Chamber of Commerce, Lucien Fi. Duchesne ; « A budget is merely the translation into monetary units, in figures, of all activities included on the agenda of a congress. » Budgets can range from the simplistic to the highly complex. It has been found that the host country gains financially — both in terms of income brought in and power of attrac-*

*tion for other agencies — from having secretariats of INGOs located in the country.*

*INGOs in the past have lacked, and still lack, practical advice for efficient income organization. A special commission should be set up to revise available literature and make it available to INGOs.*

*Mr. Speeckaert goes on to discuss briefly other categories ; membership dues, . budgets, types and percentages of receipts and expenditures, working capital and reserve funds, governmental and intergovernmental financial aid, and financial aid from multinational foundations and societies.*

*In concluding the article he repeats that he intends therein merely to pave the way for a joint in-depth study by INGOs. To this end, he proposes that a working party be set up, which would carry on a study on three levels : 1) a plan for the improvement of techniques of financial organization and administrative management; 2) plan for the bettering of INGO /multinational foundation and business firms relationships, and 3) a plan for support by governments and international institutions and agencies.*

# MANAGEMENT AND ASSESSMENT OF FINANCIAL RESOURCES

*Complementary Note by A.J.N. Judge, Assistant Secretary General, UAI*

An international nonprofit organization has accounting and financial problems which have many features in common with those of profit organizations. The most fundamental problem is to maintain the financial equilibrium of the organization or any independently financed programme (e.g. an international conference). In every case the amount of money coming in should exceed the amount of money spent (unless future income from other sources is expected, e.g. bank loans or subsidies). When a particular organization has many different sources of income and many more types of expenditure, it is not immediately obvious whether financial equilibrium is being maintained — sometimes this is only found out after the damage has been done. Techniques are required to detect over a period of months or years any slow trends towards a dangerous financial situation. Such techniques have been developed for profit organizations.

There are however other forms of disequilibrium which are of vital interest to the secretary-general of an international organization. One which is most often reported in the press is the proportion of income which goes to meet administrative overheads as compared to that which is actually used directly on the programmes of the organization. If, for example, one disaster relief fund-raising organization spends 35 % on administrative overheads and another spends 20 %, it could be deduced that allocation of funds to the second organization results in 15 extra cents per dollar to actual relief operations in comparison with allocation of funds to the first. The first organization, armed with this information, could then evaluate its own operations to see whether funds were not in fact being spent on non-essential overheads. Alternatively its members and the public could be reassured that the extra 15 % was in fact being used for an educational programme, for example, which contributed indirectly to the long-term objectives of the organization. Another ratio, which has been of significance to INGOs in recent discussion of the relationship between INGOs and UN Agencies, is the percentage of income derived from national governments as compared to income from other sources. Such discussions can be considerably clarified if a definite percentage figure can be used to give precise

significance to a range of funding situations, (e.g. a ratio of 90 % means something completely different from 20% or 5%).

No doubt it would be an advantage to anticipate similar debates by determining one appropriate ratio for the INGO programme funds spent in, or for, developing countries as a percentage of total expenditure, (e.g. a ratio of 5 % means something completely different from 60 %).

Should the social problems and wastage, arising from the tendency of organizations to formulate and implement programmes in isolation from one another, continue, a standard INGO ratio may eventually be defined to indicate the proportion of expenditure allocated to coordination with other bodies (or even to multidisciplinary and ecological programmes — if the environmental situation becomes critical enough).

From the above it is possible to note four types of assessment of financial operations. (a) The first is an individual organizations evaluation of its own balance sheet and income and expenditure at the end of every year to determine whether it is « in the black » or whether special measures must be taken. Financial problems are handled as they arise but cannot be predicted. This is known in business as the « fire-fighting » approach. (b) An organization can however compare its balance sheet and income and expenditure with those for previous years and note changes, not only in the absolute amounts but particularly in the relationships between different items on the financial statements (e.g. is the percentage of income from members' contributions increasing or decreasing in relation to total income — if the latter, what can be done about the organization's membership policy). (c) But neither of the two preceding methods can show the real success or failure of an organization's management of its financial resources. This can only be done by comparison with other organizations with similar programmes and operations (in financial terms, not necessarily in terms of the objectives of the programmes). It is only in this way that an organization can recognize a possible cure to its problems as shown by the following example.

Supposing an organization's membership income was decreasing over the years, and on comparison

of its expenditure with those of a second organization with similar programmes it discovered that the latter spent 10 % of its income on a news bulletin to members (compared to its own 5 %), 8 % of its income on external and public relations (compared to its own 2 %) and 40 of its income on salaries (compared to its own 65 %). This sort of knowledge contains vital suggestions for reflection on the budget and programme priorities of the second organization. Note that conclusions from such figures can only be tentative but they do suggest where a good hard look is necessary, even if the conclusion is merely that the first organization is dealing with a more easily influenced membership and does not need the more highly qualified (and therefore higher paid) staff required by the second.

(d) Selecting one organization against which to compare one's budget figures is risky. The organization may be in an exceptionally better or worse position than one's own. In both cases conclusions from the comparison will lead to erroneous decisions. If it is exceptionally worse, one may relapse into complacency. Clearly the only way around this problem is to obtain comparable financial statement data from a good sample of other similar organizations. The percentage statement figures averaged over all these organizations will then give a much more realistic picture against which to compare one's own organization's percentage figures. (The absolute figures are not required because it is only the relationship between different absolute figures that provides a comparable measure of equilibrium — the same percentage may be a valid measure of equilibrium in both a large and a small organization). The techniques required to compare organization financial performance using what is called an « industry average » are of course highly developed as a guide to managers and investors in the case of business corporations. It is recognized that it is not meaningful (except in the case of return on investment percentage) to compare organizations which operate in different ways, for example, an engineering consultancy firm and a shoe manufacturing firm. It is however useful to compare organizations in the same industry with approximately the same characteristics, e.g. heavy engineering firms, or retail stores. The detailed classification of industrial and commercial bodies is highly developed in order to facilitate this sort of meaningful comparison. The same approach has been used for comparison between nonprofit organizations with similar operations. This has been done in the United States for some 700 trade associations, namely nonprofit associations with professional or profit-oriented members. In order to succeed, a standard method of presenting financial information had to be developed. The whole project was carried out by the American Society of Association Executives. It resulted in the

publication of an « Operating Ratio Report.» (1) The approach used and the results indicate that there is no reason why a similar approach of equivalent interest should not be prepared to facilitate comparison between INGOs which can be classified into appropriate groups.

Five steps need to be taken :

1. A comparable system of reporting financial information needs to be developed for INGOs.
2. A classification of INGOs is required which could lead to meaningful comparison between INGO ratios within the same category.
3. A questionnaire would have to be sent to INGOs in each category requesting financial statement details in the framework developed under point 1. This raises the whole problem of confidentiality of financial data. For some INGOs this is no problem, for others precautionary measures must be taken, or they could be excluded from the survey. Note that it is not necessary for the absolute figures to be given — only the percentage figures are required.
4. The questionnaire data must then be analyzed into the form of easily understandable tables. Two tables from the American Society of Association Executives survey of 1800 U.S.A. national organizations are included in this Note. Each table represents a different set of categories (The Operating Ratio Report in fact consists of 19 such tables). The first example (Annex 1) shows the summary of the replies of 50 national professional associations (primarily individual membership). This category is then split further by size of budget into 7 sub-categories. The second example (Annex 2) shows the summary for 233 regional, state and local associations (primarily company membership). Here however the subcategories are chosen by area of nonprofit trade association activity (respectively : Service Trade, Manufacturing, Distribution, Financial / Banking / Insurance, Construction, Transport, and Other Associations).
5. Following the analysis, it is possible to deduce certain trends from the data in the tables. These trends and the above tables could then be made available to INGOs so that they could compare their own operating performance against the average for INGOs in which ever category they consider most resembles their method of operation. (2)

(1) American Society of Association Executives. 1967. Association Operating Ratio Report. Washington, ASAE, 1967, 36 p.

(2) In this connection it is worth noting that the American Society of Association Executives has produced :

INGOs may yet see the day when the public, members, UN Agencies and foundations will all want to see five or six standard financial (or related) ratios for an INGO compared against average ratios for other INGOs with similar programmes. If the comparison is unfavourable, the public may decide to donate to (or become members of) & more effective fund user, members will ask sharp questions about the management of the INGO, and UN Agencies and foundations will allocate funds preferentially to

Polices and procedures of associations. Washington, ASAE, 1968 which is a comparative analysis of financial and nonfinancial characteristics of 1326 U.S.A. national associations.

A set of publications which contains articles on the financial management of national nonprofit associations has been prepared by the Chamber of Commerce of the U.S.A. (Institutes for Organization Management Department) : Studies in Organization Management, Washington, 1965, 3 vols. (349 p., 260 p., 283 p.) plus an Association Management Workbook. A considerable effort in the direction of multilingual standardization of accounts has been made in the following and related publications :

M.H.E.R. Mommen. La gestion financière des organisations internationales non gouvernementales et toutes autres sans but lucratif. Bruxelles, Conseil international des praticiens du plan comptable international, 80 p., stencillé.

« competitor » INGOs. Agencies must obviously strive to make best use of the funds they have available.

This may reach a stage when ratios for all INGOs will be systematically reported on a weekly or monthly basis in special fund giving agency journals in the same manner as are share prices and dividend yields.

On the basis of a comparison between the quoted ratios, funding might then be withdrawn from the unsuccessful INGOs in order to be made available to the INGOs with more efficient (3) programmes (thus further modifying the « funding » ratios quoted). At first sight this may not appear feasible since each INGO has different programmes, but in fact UN Agencies already have to make such a choice. As an example, 5 to 10 INGOs may be qualified to organize « literacy » or « youth training » seminars in a particular developing country. This dynamic funding environment would be particularly relevant when governments have moved over to the Policy, Programmes and Budgeting System of managing their funds.

(3) For the problems of evaluating « effectiveness » as opposed to « efficiency » see : A.J.N. Judge. Evaluation of international organizations. « International Associations », 1969, n° 3, p. 141-147 bibl.

Résumé français de l'article page 287

#### ADMINISTRATION ET REPARTITION DES RESSOURCES FINANCIERES

Les OING ont des problèmes financiers et budgétaires tout comme les sociétés commerciales. L'essentiel est de maintenir l'équilibre financier par une juste balance des recettes et des dépenses, par une provision budgétaire adéquate qui reflète les buts poursuivis par l'organisation, par le maintien d'une proportion raisonnable entre les revenus d'origine gouvernementale et ceux en provenance d'autres sources.

Les OING peuvent évaluer leur situation financière de plusieurs manières : comptabiliser à la fin de chaque année leurs recettes et leurs dépenses afin de dégager un résultat positif ou négatif; comparer les chiffres de recettes et de dépenses avec ceux des années précédentes pour déceler à la fois les changements absolus et les changements proportionnels; comparer les chiffres budgétaires avec ceux d'organisations similaires. La comparaison avec une seule organisation ne serait pas

suffisante. Cette technique est largement utilisée dans le monde des affaires et a été adoptée avec succès par les ONG, notamment aux U.S.A.

Certaines adaptations seraient nécessaires pour les ONG internationales : un système d'information sur les rapports financiers devrait être développé; les OING devraient être rangées en catégories de façon à pouvoir établir d'utiles comparaisons; les ONG devraient répondre à une enquête sur les questions financières (d'où les problèmes de renseignements confidentiels); les données devraient pouvoir être soumises à une analyse simple. Certaines tendances, révélées par l'analyse, devraient être portées à la connaissance des OINO. Un tel système pourrait rendre éventuellement possible une évaluation des OING en termes de normes financières.

## ASSOCIATIONS NATIONALES

Annex

1

## COMPOSEES SURTOUT DE MEMBRES INDIVIDUELS

Nombre d'associations : 50

Professions

RECETTES	Classées selon l'importance du budget (en milliers de dollars)								
	moins de 100	de 100 à 200	de 200 à 300	de 300 à 500	de 500 à 1000	de 1000 à 2000	plus de	ensemble des sous-groupes	
								en %	en \$
1 Cotisations, droits d'entrée	% 73,4	% 47,7	% 48,7	% 47,9	% 36,5	% 49,7	% 23,5	% 32,5	19.313.692
2 Contributions ou versements spéciaux	0,1	1,8	2,5	0,1	0,3	0,8	0,6	0,7	389.033
3 Vente d'articles divers, livres, etc.	1,3	0,6	3,2	4,5	10,8	7,9	6,6	6,8	4.053.077
4 Expositions et foires commerciales	7,4	2,8	4,1	6,6	11,1	6,7	3,2	4,8	2.837.758
5 Enseignement et formation	0,0	1,2	1,2	5,1	3,5	6,9	2,5	3,5	2.073.166
6 Fourniture de services	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	2,1	1,3	1,2	715.038
7 Placements	1,0	1,7	3,3	2,0	0,8	2,4	2,7	2,4	1.458.241
8 Publicité et abonnements	8,4	17,1	25,3	21,7	29,1	12,7	50,1	38,0	22.587.722
9 Réunions et conventions	6,1	23,6	10,6	5,9	3,0	2,9	2,2	3,3	1.965.063
10 Divers	2,3	3,5	1,1	6,0	4,7	7,9	7,3	6,8	4.072.887
11 RECETTES TOTALES	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	
DEPENSES DE PERSONNEL									
12 Montant total des traitements	30,4	27,8	28,4	28,3	26,6	32,8	34,5	32,8	19.509.994
13 Impôts sur les traitements et assurances	1,1	1,8	1,0	0,8	1,0	1,1	1,1	1,1	623.226
14 Hospitalisation et assurance du personnel	0,0	0,0	0,4	0,4	0,4	0,4	0,2	0,3	165.676
15 Retraites	0,0	0,7	1,1	1,7	1,6	1,5	2,2	1,9	1.152.738
16 DEPENSES TOTALES DE PERSONNEL	31,5	30,3	30,9	31,2	29,6	35,8	38,0	36,1	21.451.635
AUTRES DEPENSES									
17 Voyages du personnel	2,5	2,8	1,7	2,3	2,7	2,7	2,5	2,6	1.489.456
18 Voyages liés aux réunions des comités et du conseil de Direction	2,9	2,3	2,8	3,8	2,2	3,0 1,0	1,5 0,8	2,0	1.197.442
19 Autres dépenses au titre des comités et du Conseil de Direction (NIA)	0,4	0,4	1,3	3,6	0,3			0,9	547.676
20 Locaux	3,4	2,3	3,9	5,3	2,6	3,9	4,9	4,4	2.623.041

NIA ; Non indiquées ailleurs

AUTRES DEPENSES (suite)	Classées par catégorie									
	CS	Fab.	Distr.	FBA	Constr.	Trans.	Autres	Ensemble des catégories		
								%	S	
21 Fournitures de bureau et travaux d'imprimerie	5,2	4,0	4,8	2,0	5,6	1,6	3,7	4,0	1.507.141	
22 Equipement de bureau	1,4	0,9	2,7	0,5	1,1	1,0	0,9	1,1	416.316	
23 Téléphone et télégraphe	2,2	1,5	2,1	1,3	2,1	1,8	1,3	1,7	641.122	
24 Affranchissement, messageries et fret	2,1	2,1	2,3	1,0	2,2	6,1	1,4	2,2	815.282	
25 Redevances et contributions	2,7	1,5	2,3	8,2	6,5	0,9	3,8	3,4	1.294.531	
26 Abonnements et. publications	0,3	1,0	0,8	0,2	1,1	0,2	0,6	0,8	285.320	
27 Honoraires	3,0	2,1	2,0	2,4	3,6	7,1	1,2	2,6	992.621	
28. Travaux extérieurs de recherche	0,1	1,0	0,1	0,7	0,6	0,3	0,9	0,7	256.635	
29 Relations publiques	2,3	1,4	1,1	5,3	4,5	0,7	1,6	2,4	894.450	
<b>30 Publicité</b>	3,0	10,7	3,8	19,1	0,8	3,5	0,8	7,5	2.837.445	
31 Activités pédagogiques	1,0	1,0	1,1	1,1	1,4	0,1	0,1	0,9	346.407	
32 Réunions des membres et conventions	4,9	3,4	5,8	9,2	9,5	2,8	4,0	5,4	2.042.497	
33 Expositions et foires commerciales	3,5	1,9	2,9	0,1	1,6	0,0	4,4	2,0	756.602	
34 Manuels	0,3	0,3	2,3	0,3	0,1	10,5	0,4	1,1	413.725	
35 Obtention de services	0,4	0,3	1,8	0,2	0,4	0,1	0,0	0,4	199.555	
36 Périodiques	2,9	1,1	1,0	2,1	1,2	4,9	12,8	2,8	1.044.500	
37 Divers	5,5	9,0	4,4	1,8	7,6	5,3	3,5	6,3	2.387.640	
<b>38 TOTAL « AUTRES DEPENSES »</b>	52,3	54,2	53,0	65,7	59,2	52,8	53,2	55,9	21.068.435	
<b>39 Excédent</b>	6,7 9,4	1,5	0,7	4,6	8,7	1,5	4,9	3,7	1.385.887	
Part du sous-groupe dans les recettes totales		37,9	10,0	12,6	14,3	6,0	9,8	100,0		
Effectifs du personnel	215,0	737,0	182,0	181,0	192,0	95,0	232,0	1834,0		

Source : American Society of Association.  
Ernst and Ernst (Comp.) Association Operating Ratio Report, 1967.  
Washington, American Society of Association Executives, 1967.

**ASSOCIATIONS REGIONALES, ETATIQUES ET LOCALES    Annex 2**  
**COMPOSEES SURTOUT DE MEMBRES COLLECTIFS**

Nombre d'associations : 233

Classées par catégorie

RECETTES									Ensembles des catégories	
CS	Fab	Distr.	FBA	Constr.	Trans.	Autres			en %	en \$
1 Cotisations, droits d'entrée										
		%	%	%	%	%	87,4	%	66,2	%
		53,0	75,4	45,4	69,3	58,8				25.084.932
2 Contributions ou versements spéciaux		8,3	3,2	5,4	17,8	15,5	2,0	2,8	7,4	2.777.836
3 Vente d'articles divers, livres, etc.		1,0	1,3	7,8	0,2	0,3	0,4	1,1	1,5	584.884
4 Expositions et foires commerciales		12,0	3,2	8,4	0,1	3,0	0,0	1,4	3,8	1.419.394
5 Enseignement et formation		1,0	1,2	2,6	0,4	0,9	0,2	0,1	1,0	378.763
6 Fourniture de services		3,4	4,4	8,0	1,2	0,0	0,0	0,5	3,0	1.125.983
7 Placements		2,2	1,5	2,3	3,0	2,6	1,2	4,9	2,3	873.478
8 Publicité et abonnements		6,4	1,7	4,7	0,4	6,6	4,7	13,1	4,3	1.619.676
9 Réunions et conventions		2,9	2,7	4,5	3,3	6,2	3,0	10,5	4,2	1.601.520
10 Divers		9,8	5,4	10,9	4,3	6,1	1,1	3,4	5,9	2.218.255
11 RECETTES TOTALES		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	37.684.726
DEPENSES DE PERSONNEL										
12 Montant total des traitements		37,2	38,8	41,7	25,9	28,6	40,9	37,7	35,9	13.518.087
13 Impôts sur les traitements et assurances		1,3	1,7	1,7	0,9	1,0	1,4	1,2	1,4	519.577
14 Hospitalisation et assurance du personnel		0,5	0,7	1 1,3	0,9	0,8	1,6	0,8	0,8	317.792
15 Retraites		2,0	3,1	1,6	2,0	1,7	1,8	2,2	2,3	874.947
16 DEPENSES TOTALES DE PERSONNEL		41,0	44,3	46,3	29,7	32,1	45,7	41,9	40,4	15.230.404
AUTRES DEPENSES										
17 Voyages du personnel		4,2	6,4	5,2	3,6	3,5	2,8	5,1	5,0	1.864.519
18 Voyages liés aux réunions des comités et du Conseil de Direction		1,8	0,5	1,7	1,6	1,0	0,1	2,3	1,1	418.619
19 Autres dépenses au titre des comités et du Conseil de Direction (NIA)		0,7		0,8				0,8	0,6	214.846
			0,5		0,2	0,9	0,0			
20 Locaux		4,8	3,6	4,0	4,8	3,9	3,0	3,6	3,9	1.478.653

AUTRES DEPENSES ' (suite)	Classées selon l'importance du budget (en milliers de dollars)									
	moins de 100	de 100 à 200	de 200 à 300	de 300 à 500	de 500 à 1000	de 1000 à 2000	lus de	ensemble des sous-groupes		
								en %	en \$	
21 Fournitures de bureau et travaux d'imprimerie	12,9	2,7	3,8	2,8	4,2	4,8	3,9	4,0	2.394.468	
22 Equipement de bureau	1,0	0,9	0,9	2,1	1,0	0,8	1,2	1,2	692.993	
23 Téléphone et télégraphe	2,4	0,8	1,1	1,3	1,1	0,9	0,9	0,9	561.843	
24 Affranchissement, messageries et fret	3,7	2,0	1,3	2,0	3,4	1,7	1,5	1,8	1.037.889	
25 Redevances et contributions	0,2	0,1	1,0	0,8	5,4	1,3	0,1	0,8	479.021	
26 Abonnements et publications	6,4	2,5	9,4	2,4	0,1	0,1	0,4	0,8	457.661	
27 Honoraires	0,7	1,0	1,9	1,0	0,8	1,5	0,9	1,0	617.266	
28 Travaux extérieurs et de recherche	0,0	0,0	0,6	1,8	0,0	1,0	0,7	0,8	451.118	
29 Relations publiques	0,0	0,2	2,2	1,0	2,9	1,3	1,5	1,5	912.847	
30 Publicité	0,4	0,2	3,1	0,0	1,2	1,4	0,7	0,9	558.684	
31 Activités pédagogiques	0,0	1,5	0,0	2,8	2,1	3,8	1,5	2,0	1.212.000	
32 Réunions des membres et conventions	3,2	21,8	11,1	8,6	3,0	5,8	2,3	4,1	2.422.158	
33 Expositions et foires commerciales	5,1	1,6	5,1	0,9	1,4	3,0	0,7	1,4	848.436	
34 Manuels	3,5	0,1	1,4	6,0	3,7	4,8	2,3	3,1	1.815.392	
35 Obtention de services	0,2	0,2	0,1	0,2	0,3	0,6	0,1	0,2	141.183	
36 Périodiques	14,6	17,5	9,2	10,2	20,8	8,3	22,7	18,5	11.013.324	
37 Divers	6,2	1,2	4,8	2,9	6,7	7,5	5,4	5,7	3.386.531	
38 TOTAL, « AUTRES DEPENSES »	69,7	62,1	66,7	61,8	65,9	59,2	56,5	58,6	34.850.440	
39 Excédent	(1,2)	7,6	2,4	7,0	4,5	5,0	5,5	5,3	3.163.605	
Part du sous-groupe dans les recettes totales	0,5	1,8	3,2	6,0	8,4	18,9	61,2	100,0		
Effectifs du personnel	15	47	78	153	200	473	2.166	3.132		

Source : American Society of Association. Ernst and Ernst (Comp.), Association Operating Ratio Report, 1967, Washington, American Society of Association Executives, 1967.



# Information retrieval in the computer age

by George K. THOMPSON

Information is an essential element in the process of economic and social development. Governments, economic planners, management and labour leaders must have access to accurate, up-to-date information on which to base their policy decisions. Much of this information can be found in published sources ; unpublished results of censuses or sample surveys would also provide a good deal more. Books, journal articles, government publications and documents of international organisations are but a few examples of the different forms this information may assume.

Theoretically any information which has been collected, analysed and published is accessible to all. In actual practice, the amount of work necessary to discover the information one needs, to obtain it and to make it available at the right time to the right person may in fact preclude its use. Even countries very richly endowed with library and documentation systems have considerable difficulty coping with the complex problem of information storage and retrieval. The situation is, of course, much more dramatic in those newer countries which may have no national libraries, no national bibliographies, nor in fact any training institutes preparing staff for such occupations.

One of the reasons why library and documentation development is so slow is that it is very difficult, if not impossible accurately. How is one to equate the impact of a library or documentation system on economic growth, for example ? Even if plans for building up conventional library and documentation services in developing countries existed it would take years if not decades for the results to make themselves felt. It is quite certain too that the de-

*\*Mr. Thompson is Chief of the Central Library and Documentation Branch, Research and Planning Branch, of the ILO. Article reprinted from ILO Panorama, n° 38. ILO photos by Siegfried Balmer.*

*« The functions of the International Labour Office shall include the collection and distribution of information on all subjects relating to the international adjustment of conditions of industrial life and labour... »  
(Constitution of the International Labour Organisation, Article 10.)*

veloped countries will continue to make increasing use of new information handling technologies ; the existing gap will therefore become even broader. In these circumstances what can be done ? And how can the International Labour Organisation help?

## The clearing house function

Every day the ILO receives information of all kinds flowing in from member States, field projects, published literature and also from its own network of external offices. The ILO Library alone receives some 300 kg. daily of books, journals and other types of printed documents. Information contained in these documents may be used in turn to generate new types of information that will subsequently have to be made available to the world community. For the past five years, the Central Library and Documentation Branch of the ILO has been gradually implementing a computer-based system which is called « ISIS », the Integrated Set of Information Systems. In introducing this system, the ILO became the first international organisation to make use of an electronic computer to cope with the documentation problem, and is today one of the few social sciences documentation centres in the world controlling large quantities of bibliographic and subject data by computer. We are still many years from the date when it will be possible to push a button and have access instantaneously to any one of thousands of millions of bits of recorded information. The ISIS system which commenced in the ILO in January 1965 does, however, provide a very big first step in that direction.

## How it is done

Each day some 30 to 40 documents are chosen from the great mass of incoming material for in-

elusion in the ISIS system. This scanning process is essential not only to separate the chaff from the grain, but hopefully to pinpoint those documents most likely to have a high degree of relevance to the major programmes of work of the Office and of other interested agencies. A bibliographical description of each document thus chosen is made and a short subject abstract is prepared. These abstracts, written in English, contain in the running text a number of carefully selected indexing terms, called descriptors, which are tagged so that they made be easily recognised by the computer. After correction, these bibliographic descriptions and abstracts are recorded directly on to magnetic disk via visual display terminals. From one single typewritten input three primary products are obtained :

a. a semi-monthly current awareness bulletin (International Labour Documentation) containing 320 ABSTRACTS :

B. LIBRARY CATALOGUE CARDS : AND

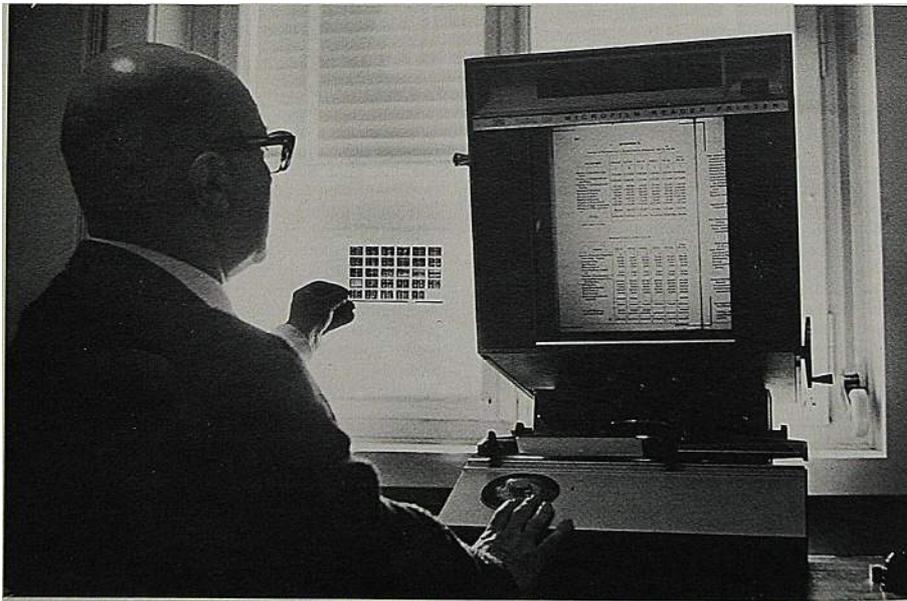
C. MACHINE «READABLE DATA BASE FOR SUBSEQUENT MANIPULATION TO PRODUCE INDEXES, CATALOGUES, BIBLIOGRAPHIES AND THE LIKE.

It is possible to instruct the computer to print certain indexes in languages other than English, pro-

vided, of course, that translated equivalents of the descriptors have been recorded. One of the most fascinating computer-assisted jobs is the bibliographical search. Relatively complex questions can be formulated which take into account such criteria as subjects, languages, date of publication, etc. To date well over 3,000 such searches have been conducted on a wide variety of subjects, such as :

- evolution of computer technology and resultant manpower needs ;
- labour mobility and population movements in European socialist countries ;
- natural resources and human resources in French-speaking Africa ;
- brain drain, with particular reference to migration from developing countries into the USA ;
- economic integration in Latin America ;
- youth unemployment in developing countries.

The formulation of these questions for submission to the computer is done by reference librarians, making use of a terminal in the Library's main reading room to permit instantaneous access to the computer store at any time of the day. Present research into advanced documentation techniques tends towards a direct man-machine interaction, such as that being worked out in the ILO.



It is reasonable to assume that low-cost terminals (cathode-ray tube or typewriter) may be accessible to all research staff within a very few years. When that occurs, it may be useful, under certain circumstances, for the individual researcher to « browse » in the information store much in the same manner that our reference librarians put questions. This browsing is made possible because the abstracts have been written in almost natural language, thus enabling the researcher to « dialogue » without the use of code books or « interpreters ». Moreover, as better and less expensive telecommunication links become a reality, one could theoretically conceive of a world-wide information network, operating via satellites, where even field workers hundreds of miles from a computer could interrogate information stores located in Geneva, Paris, New York or elsewhere.

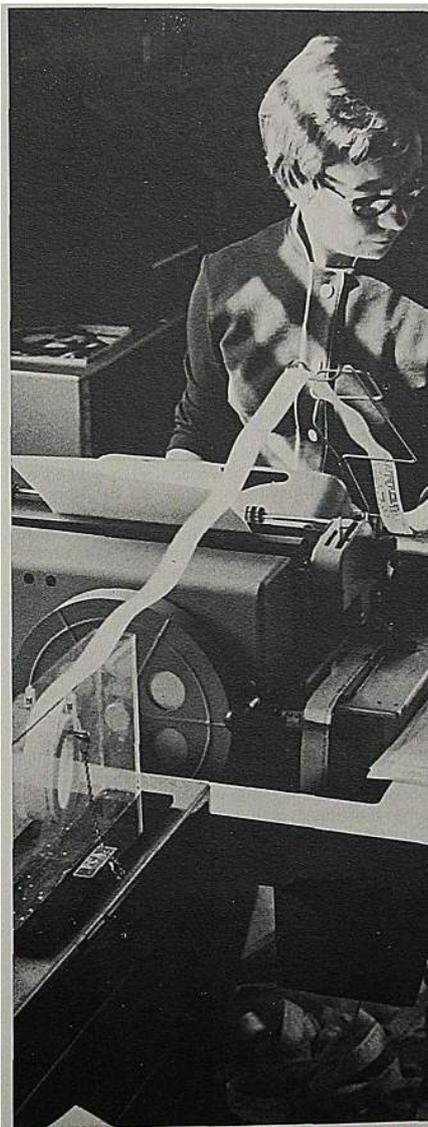
Even without looking so far into the future, it is possible to analyse some of the problems common to all organisations working in the development field and come up with some concrete proposals for international co-operation.

#### **Tomorrow begins today**

It seems fairly obvious that a system recording information daily about some 40 documents will not go very far towards making an important impact on the world's development problems. But if all of the major organisations working in this vast field were to pool their resources in a « development information network » which would encompass not only bibliographical information but information about development projects and experience, a very significant impact could be made. It has been estimated that \$1,000 million are wasted annually because of the world-wide lack of rapid access to important development information.

Certain tools are needed, however, to enable such a development information network to be created. These include an aligned terminology to permit interchange of information, a convertible or compatible system for recording information and some formal or informal mechanism to link together the component members of the network. For the past five years the ILO has been a correspondent member of such an informal network, the Development Enquiry Service of the Organization for Economic Co-operation and Development in Paris. Some two thousand requests for information have been dealt with by the Service to date. Nearly 90 per cent of these requests emanated from developing countries.

To proceed from the present informal operation into a true information network, in which there would be a division of labour among contributing members, it is necessary as a first step to find a common ground for communication among members.



This common ground should be the terminology used by each agency to record information. Under the patronage of the OECD Development Centre, several of the correspondents worked for over two years preparing a joint vocabulary of indexing terms, or descriptors. The first published edition of this Economic and Social Development Aligned List descriptors was issued in March 1969 as a joint publication of the International Labour Office, the Food and Agriculture Organization of the United Nations, the German Foundation for Developing Countries, the International Committee for Social Sciences Documentation and the OECD Development Centre. The initial 1969 edition exists in three languages: English, French and German. A Spanish version is being prepared by the United Nations Economic Commission for Latin America. Several other international organisations, bi-lateral aid agencies and INGO's have collaborated in the preparation of a new edition of the descriptor list, to be published early in 1972. The new edition will be considerably shorter than the first, and for convenience of use will be structured into a proper thesaurus. Only those « core » terms have been retained and the original vocabulary has been enriched by other important terms, so that the new « macro-thesaurus » will cover more completely the whole field of economic and social development.

The next step is to record information in a compatible or convertible way so that electronic computers may be used to process it. Here, too, a good start has been made. A number of organisations are making use of the ISIS computer system designed at the ILO, and have agreed both to exchange further improvements in the computer system and informational input which has been recorded.

The computer store is complemented by a document store on microfiches. A microfiche is a flat negative film the size of a postcard (105 x 148 mm) on which sixty pages of text can be recorded. A master collection of development information on microfiches is being constituted, and will be made available on request at nominal cost. The ILO, for example, has assembled and recorded on microfiches the world's most complete collection of development plans, some 1,000 in all, and is currently filming all major publications of the ILO itself, many of which are out-of-print. Several other international organisations are also systematically recording their own output on microfiches.

The development of this network and the tools needed to make it work represent a rather unique common effort on the part of research institutes and various national and international organisations. It may take another three or five years for the network to be fully operational. When it does, a very useful tool will have been created that may not

only help to cut down on some of the billion-dollar wastage but also provide a means for making a vast storehouse of development information available to those who are attempting to solve the pressing economic and social problems of our time. []

*Résumé français de l'article page 295*

#### LE TRAITEMENT DE L'INFORMATION A L'HEURE DE L'ELECTRONIQUE

*L'information est un élément vital dans le processus de développement économique et social. Si théoriquement toutes les informations réunies et publiées sont accessibles à tous, en fait la somme de travail nécessaire pour trouver ces informations peut rendre leur utilisation impossible. Ce défaut d'accès est particulièrement dramatique dans les pays en voie de développement qui n'ont pas encore de systèmes nationaux de catalogage. La bibliothèque de l'Organisation internationale du Travail (OIT) a mis au point un système basé sur ordinateur appelé ISIS (Integrated Set of Information Systems) pour manipuler l'énorme quantité d'informations reçues chaque jour. C'est un des peu nombreux centres qui, dans le monde, contrôlent par ordinateur des flots de données de sciences sociales et de bibliographie. Des résumés sont faits quotidiennement des documents les plus importants reçus par l'OIT et sont ensuite conservés sur disques magnétiques. Ils donnent lieu à publication dans un Bulletin (International Labour Documentation) qui contient outre quelque 320 résumés, des fiches de bibliothèques, les données nécessaires pour les index, les catalogues, etc. L'ordinateur peut également effectuer des recherches bibliographiques difficiles.*

*Au fur et à mesure que des systèmes de télécommunication plus perfectionnés et moins coûteux se développent, se fait plus nette la perspective d'un réseau mondial d'information, qui permettra à des chercheurs même très dispersés géographiquement d'interroger des banques de données dans des centres mondiaux. Un tel réseau pourrait avoir d'importantes répercussions. Cependant, un certain nombre d'instruments normalisés pour l'échange d'informations ainsi que quelque forme de liaison entre les composants devraient être créés. Le service « Question-Réponse-Développement » du Centre de Développement auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques à Paris, a été, depuis cinq ans, le membre correspondant d'un tel réseau. Cependant pour arriver à un réseau plus complet, il faudra trouver un commun dénominateur pour les communications et ensuite un enregistrement de l'information tel que les ordinateurs puissent la traiter. Lorsque le système sera devenu opérationnel, il assurera un vaste stockage d'information disponible pour tous ceux qui s'attaquent à la solution des problèmes économiques et sociaux de notre temps.*

One of the most significant understatements of our generation is to refer to television and radio as powerful media for persuasion and for learning. We have accumulated much data over at least the past decade which dramatically portrays these instruments of communications as being the most powerful tools known to mankind for the movement of thought from one mind to another. We have learned to speak glibly about their intellectual capacities and for their abilities in social enlightenment or spiritual enrichment. Such contexts of thinking with respect to broadcast television and radio are certainly not new to any of us who labor with the processes of teaching and learning for the improvement of instruction !

But let us take the word power and think in a totally new context. Think of a broadcast station's radiation as not only having a capacity for intellectual thought delivery, but as having a physical quality as well — in most cases a television transmitter pumps out massive doses of frequency power which covers an entire area like a blanket. One can measure such power as being several hundred thousand microvolts or even several million microvolts of strength. Such power has been used by stations to carry their programs to viewers throughout a given area — a nation — or by satellite to the world. Uses other than program delivery in the traditional sense can be made of this physical power. Such uses can significantly improve media acceptability among viewers and users of instructional programming.

One such experimental project now well underway in the United States is a system which has been loosely referred to as CADAVERS (an unlikely name, to be sure, but one whose letters help identify the rationale for its use : « Computer Assisted Dial Access Video Retrieval System »). Another justification for this unusual name is that the system in practice makes full use of nighttime hours on television stations — those hours between sign-off time at night and sign-on time in the morning — commonly referred to as « dead » time on the broadcast media. Stations have learned that it is of little use to program such hours of the night as viewers during such times prefer to sleep. So the station also sleeps and hence wastes those precious chunks of time which it is licensed and fully authorized to use ! Indeed, technology has offered little alternative to such practices until the birth of CADAVERS.

But however difficult it might be to reach a human audience during nighttime hours with television, it must be realized that machines can and will work the swingshift without complaint ! Machines for the recording and playback of television programming have been introduced to the world market by some fifty different companies within the past six years .

# Computer - Assisted Dial Access Video Retrieval System

by Eyrol E. ANDERSON

Their growth to a demanding consumer has been steady and exciting. School systems, hospitals, nursing homes, medical science, industry, church organizations — all have found that it is desirable to acquire and use such a recording machine, for it is capable of capturing a television program's sound and picture for use and re-use according to whatever repetitive need exists. School systems particularly have found that by recording a program « off-the-air », they are then capable of playing it back to classes throughout their school day and throughout the week, or indeed, throughout the year if they wish to keep the prepared videotapes. Or, they can erase such tapes and make additional recordings for their uses as the need demands and as programs become available through transmission from the station.

CADAVRS is a system which makes it possible for an operator at a television or radio station to remotely activate and de-activate any such portable videotape recording machine — without interconnecting wires of any kind — without regard to distance ! By pushing buttons on a special control unit in the TV station, calling pulses are transmitted and radiated by the station to its entire coverage area. A newly-created sensing device which is attached to a VTR — it may be fifty or a hundred miles away from the station, or a link between hemispheres — « hears » the appropriate calling pulses and immediately responds. It supplies power to the VTR to which it is connected and permits the machine to build itself up to recording speed then automatically locks the machine into recording mode. All this is accomplished in 1.7 seconds by remote control — no operator attends the machine located in the church or school.

Once the machine is rolling and recording, the station begins the transmission of a program. Any program. The machine quietly accomplishes the recording. Following the transmission, a second series of pulses is radiated by the station and the called VTR automatically shuts itself off. It rests until called again or it stands idle until the next morning when its owner returns to his work. The tape can then be rewound and its contents enjoyed until need for it has passed.

Such remote control is possible by employing the physical power of the television signal itself. The experimental system is capable of calling several hundred, or up to 1,400 videotape recorders in a given television station's coverage area if each location is to have its own calling identification. But a number of such machines can be « grouped » so that all in the group respond to the same calling signals. It has been tested in such applications throughout regions — through satellites — and across entire countries. One such test involved a

single calling pulse which routed through nearly 7,000 miles of land area to remotely activate VTR's located in hospitals throughout a five State area in the upper midwestern United States. Another test bounced an activating pulse throughout the Hawaiian Islands over more than 2,000 miles of open water to turn on school building recording machines automatically and simultaneously. The system works on any television channel of any frequency and carries the full distance of that station's reach.

Is it another hardware gimmick ? We think not. How many times have you as a teacher questioned media accessibility ? Many, many times in your experience you have undoubtedly ordered films you have wanted to use for your classes a full year in advance. Or, you wind up getting only a fraction of the number of films you have ordered. Or, the films arrive at a time when they are unuseable to your flow of teaching ! Or, they are too expensive to buy or rent.

Reflect a bit further. The entire history of instructional television seems to clearly indicate that station personnel are ACTIVE in their pursuit of users and bend every effort to attract users to their scheduled transmissions. Users have remained largely PASSIVE throughout such proposals. They find television programs difficult to schedule into their teaching, or feel that the programs may replace them eventually, or simply don't care." We propose in the CADAVRS technique that stations acquire and store a large quantity of material on many subject areas consistent with area curriculum needs. It then simply notifies area VTR users as to what is available during any given month, quarter, or year. The station then assumes a PASSIVE role. It waits.

Then during a daytime period while teachers are hard at work, they find the time to make a telephone call to the station. They might say something like the following : « This is location number 312. For my class tomorrow, I would like to have films number S-41, EL-13, 6-712, etc. » Similar calls are made to the station from all over the area and toward the end of its broadcast day, a list is made by the station operator as to which locations are involved in the night's schedule and what programs each location desires.

Then following the last regularly scheduled program of the night, the station, begins the retrieval operations. It calls appropriate VTR's; it transmits the program units as requested ; it shuts off the called machines. And so the station operates until all received requests have been satisfied. In the schools or other locations where the machines are housed, the prepared tapes are rewound the next morning in each location and the contents used.

The same school can call into the station with another series of requests each day if it wishes. It is a very efficient delivery system. Teachers make use of it for they control it. The station transmits only that which has been requested by each location and the station becomes efficient in such transmission for it can call virtually any number of VTR's in its signal reach prior to program transmission. Let us say, for example, that on a given day several hundred teachers have telephoned into the station to request a specific common film need. The station will encode all locations and transmit the material once. With one transmission then, several hundred requests have been satisfied.

But one can coordinate series length lessons for transmission through such a delivery mechanism as well. Suppose, for example, it is desirable for several hundred individual and isolated locations to receive a regular set of teaching materials on a weekly or even a daily basis. Such lessons are difficult to schedule in traditional television station, manipulation. Time spaces are hard to find in most stations and even if a common denominator of time can be found, it is extremely difficult to coordinate in such a way that will insure that all appropriate viewers are available at the chosen time to view the transmission. Machines can help. In such an application, VTR's would be made available to all locations where training courses or instructional series are to be used. Each evening prior to the user leaving his office he can most certainly thread a fresh tape upon the machine ! In the morning when he returns to it, the content is there waiting. Stations have found this system to be an advantage to their programming operations for (a) they make use of their « dead » time which until now has been unuseable ; (b) they can find it possible to serve audiences with regular programming which for many reasons they have been unable to adequately serve; (c) they can fill a great public-service need for area schools and other municipal organizations by programming to them while doing so in hours of the night which will not disturb their « regular » daytime and evening audiences. CADAVERS makes it possible to use not only the intellectual advantages of programming, but also makes it a very real possibility of using the physical radiation power of the medium to accomplish that end. Meaningful program units are being sought and acquired from all over the world for the new US system. Stations are active in their help for it is realized that quality materials are extremely difficult to find, properly edit, and make available on a national and international basis. And the system itself will be only as successful as the quality of the materials which are pumped through it !

There are approximately twenty television stations in sixteen States currently experimenting with CADAVERS. Those stations reach in excess of four-million high school students whose teachers are venturing out to try something new. Schools are finding that their video libraries are growing and with the accessibility of broadcast television they are able to order what they want and have it within a very short time — as compared with any other method of delivery. It is anticipated that within a year, CADAVERS will have penetrated throughout the United States and begin to share its instructional resources on an automatic over-night basis with other countries.

In March of this year, the CADAVERS technology and program library concept was presented in London and in Holland for the international SODEPAX delegation. It was proposed that a technique such as this could apply to the teaching needs of the Church. Program materials could cover a wide range of concerns from basic religious instruction to health and developmental problem areas. The greatest single difficulty in teaching with television has been in the reaching of an intended audience group. With machines to help and this technology to help the machines, another step has been taken toward the satisfaction of that problem.

By definition, as we strive toward the individualizing of instruction in our teaching, we must begin to identify those tools which will individualize teaching resources. CADAVERS may be one more, significant piece in the jigsaw puzzle toward the individualizing of television and radio to users of the media. It is proving capable of supporting the teaching process thus far in the experimental stages of its development. Its creators look forward to developing the system and its bank of library offerings far beyond its present boundaries of twenty American cities.

#### *Résumé français :*

#### *TELEVISION TELECOMMANDEE*

*En l'espace d'une nuit, au sens le plus strict du terme, les organisations qui se servent de la télévision à cassettes pourront à l'avenir se faire livrer des films. A l'aide d'un nouveau système baptisé CADAVERS (Computer Assisted Dial Access Video Retrieval System), des appareils appropriés pourront être mis en marche par télécommande des stations émettrices dans les écoles, les fabriques, les églises ou les hôpitaux, et enregistrer, entre la fin et le début des programmes quotidiens, les films demandés par ces institutions.*

*C'est là une possibilité pour les émetteurs d'utiliser les temps morts de la nuit pendant lesquels tout l'appareillage technique est condamné au silence par le sommeil des*

télespectateurs. CADAVERS, lui, travaille toute la nuit sans  
regimber. Ceux qui reçoivent les films, principalement  
des établissements de formation ou de perfectionnement,  
trouvent aussi leur avantage dans ce travail nocturne des  
machines. Pendant que le maître dort tranquillement, la  
station met en marche son appareil à enregistrer et, le  
matin suivant, il amène à sa classe la bande portant le film  
qu'il avait commandé par téléphone la veille. Et si cent  
maîtres demandent le même film pour le même jour, cela  
ne présente aucun problème pour CADAVERS : les cent

écoles pourront être servies en même temps.  
Actuellement, quelque vingt stations de télévision ont mis  
ce système à l'essai dans seize Etats des Etats-Unis. On  
pense qu'en une année CACAVERS se sera implanté aux  
Etats-Unis et se répandra par la suite dans d'autres pays.  
Il n'y aurait alors plus de limites à l'échange rapide de  
films. Une fois entièrement développé, le système pourra  
fonctionner indépendamment de la distance entre émetteur  
et récepteur et pourra donc facilement franchir les pays  
et les continents.



# FLORE - DÉCOR

L. JOBERT, D-E.H.V.P. Ex-Professeur d'Horticulture  
FLEURISTE DECORATEUR

Spécialiste de la décoration florale des salles et des tables pour toutes  
manifestations

145, AV. FELIX FAURE  
PARIS 15e

TEL 828 - 14-21

---

## JACQUES YVER

FOURRURES

« CREATION JEUNE »

13, RUE DE LA TRÉMOILLE  
PARIS 8e Tél. 225-39-18

---

## JACQUES YVER

« BOUTIQUE »

11, RUE CLÉMENT-MAROT  
PARIS 8e Tél. 225-83-15

*Books,*

*reports*

*and proceedings received*

- AMNESTY INTERNATIONAL. *Annual Report 1968-9*. London, the Amnesty International, s.d., 15 x 24 cm., 29 p.
- ASSOCIATION INTERNATIONALE DE LA PRESSE SPORTIVE. *Dubrovnik : congrès 70*. Paris, the Association, 1970, 21 x 27 cm., n° 23, 36 p., illustr. Prix : F. Fr. 10 par an.
- ASSOCIATION INTERNATIONALE DES ASSUREURS CONTRE LA GRELE. *Procès-Verbal 10e Congrès, Monastir, 20-22 octobre 1969*. Zurich, l'Association Internationale des assureurs contre le grêle, 1969, 29 x 20,5 cm., 29 p.
- BANQUE MONDIALE. ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. *Rapport annuel 1970*. Paris, I.D.A., 1970, 25 x 17,5 cm., 128 p., tabl., graph., photos.  
Existe également en anglais.
- CAHIERS J E B. WAY *Assemblée mondiale de la Jeunesse. Vingt années au service de la jeunesse*. Bruxelles, JEB, 1969, 21 x 13 cm., n° 1, 78 p.
- CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE. *Imposition des bénéfices et des dividendes des sociétés*. Paris, la CCI, 1969, 21 x 13,5 cm., n° 257, 10 p.
- CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE. *Entreprises conjointes dans les pays en voie de développement*. Paris, la CCI, 1969, 21 x 13,5 cm., n° 256, 28 p.
- CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE. *Obstacles non tarifaires au commerce*. Paris, la CCI, 1969, 21 x 13,5 cm., n° 258, 93 p.
- COMMISSION CENTRALE POUR LA NAVIGATION DU RHIN. *Rapport annuel de la Commission Centrale pour la navigation du Rhin*. Strasbourg, la Commission Centrale, 1968, 31 x 23 cm., vi + 289 p., tabl., graph., prix : FF. 25,—

*Ouvrages,*

*rappports*

*et comptes rendus reçus*

- COMMISSION ELECTROTECHNIQUE INTERNATIONALE / INTERNATIONAL ELECTROTECHNICAL COMMISSION. *Vocabulaire électrotechnique international/International Electrotechnical Vocabulary*. Genève, le Bureau Central de la C.E.I., 1970, 29,5 x 21 cm., Publication 50 (45), 3e édition /third edition, ix + 359 p., index, prix : FS. 150,— (textes : français, anglais et russe).
- COMMITTEE ON SOCIETY, DEVELOPMENT, AND PEACE OF THE WORLD COUNCIL OF CHURCHES. *Partnership or privilege ? - an ecumenical reaction to the second development decade*. Geneva, Committee on Society, Development, and Peace, 1970, 16 x 24,5 cm., 118 p., Prix : \$ US 1.25.
- CONFEDERACION LATINOAMERICANA DE RELIGIOSOS. *Mision del religioso en America Latina*. Bogota, CLAR, 1967, 21 x 13 cm., Coleccion CLAR n° 5, 18 p.
- Georges DELCOIGNE et Georges RUBINSTEIN. *Non-prolifération des armes nucléaires et systèmes de contrôle*. Bruxelles, Editions de l'Institut de Sociologie de l'Université Libre de Bruxelles, 1970, 24 x 16 cm., Vol. D/1970/0171/18, collection « Etudes de science politique », 214 p., graph., Prix : 360 FB.
- LA DOCUMENTATION FRANÇAISE. *La réglementation internationale des pêches maritimes*. Paris, La Documentation Française, 1969, 26,5 x 21 cm., Notes et Etudes Documentaires n° 3618, 43 p., cartes.
- ESCUELA SUPERIOR DE ADMINISTRACION PUBLICA AMERICA CENTRAL. *Los Instrumentos del Mercado Comun Centroamericano*. San José, Costa Rica, ESAPAC, 1965, 20 x 16 cm., Série : Economia y Finanzas n° 415, viii + 142 p. Price : US.S 1.50.
- FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS-INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY. *Nuclear techniques for increased food production*. Rome, the F.A.O., 1969, 23 x 15 cm., Basic Study n° 22, xiv + 76 p., tabl., photos, price : \$1.25.

- INSTITUTO CENTROAMERICANO DE ADMINISTRACION PUBLICA. *Cuarto ensayos sobre administracion postal : Brazil, Colombia, Costa Rica, Chile*. San Jose, Instituto Centroamericano de Administracion Publica, 1970, 16 x 21.5 cm., ICAP/INV/026/1000/70, 100 p., index, tabl.
- INTER-AMERICAN DEVELOPMENT BANK. *The Inter-American Development Bank and the non-member countries : A decade of growth in relationships*, the Inter-American Development Bank, 1969, 28 x 22 cm., 43 p. + Appendixes.
- INTERNATIONAL BUREAU OF FISCAL DOCUMENTATION. *Annual Report 1969*. Amsterdam, the IBFD, 1970, 20.5 x 13.5 cm., 46 p.
- INTERNATIONAL CENTRE FOR SETTLEMENT OF INVESTMENT DISPUTES. *Regulations and Rules*. Washington, the ICSID, 1968, 23 x 15 cm., 140 p., tabl., Price : U.S. 2.00.
- THE INTERNATIONAL CIVIL AVIATION ORGANIZATION. *The story of the International Civil Aviation Organization*. Montreal, the ICAO, 1969, 22 x 14.5 cm., 6th edition, 80 p., tabl., photos.
- INTERNATIONAL MONETARY FUND. *1970 Annual Report*. Washington, the I.M.F., 1970, 28 x 21.5 cm., xv + 215 p., index, tabl., graph.
- THE INTERNATIONAL NGO CONFERENCE. *Human Rights*. Paris, the International NGO Conference, 1968, 28 x 21 cm., Final Report of the International NGO Conference (Paris 16-20 September 1968), 130 p., list of participants.
- INTERNATIONAL POLICE ASSOCIATION. *Travel Scholarships 1969*. Maidstone, the I.P.A., 1970, 30 x 20.5 cm., 144 p., tabl., illustr., photos.
- JUNIOR CHAMBER INTERNATIONAL. *Annual Report 1968*. Coral Gables (Floride) the JCI, s.d., 21 x 27.5 cm., n° 17-8 /69, 15 p., photos.
- V. KUMARASWAMY. *Fellowship Study report on paddy farm management in Japan*. Manila, The Secretariat Asian Productivity Organization, 1970, 15 x 23 cm., 16 p., tabl.
- LIBRARY OF INTERNATIONAL RELATIONS. *International Information Service*. Chicago, the Library of International Relations, 1966, 21.5 x 13.5 cm., Vol 3, n° 4, 174 p., Geographical Index.
- MEDUNARODNA POLITIKA. *Consultative Meeting of special government representatives of non-aligned countries*. Belgrade, Consultative Meeting, 1970, 17 x 24.5 cm. 174 p.
- Michael F. OLIVER and Desmond G. JULIAN. *Manual on intensive coronary care*. Copenhagen, Regional Office for Europe W.H.O., 1970, 29 x 20.5 cm., Euro 5020 (2), vi + 61 p., graph.
- ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE. *Evaluation du projet majeur relatif à l'appréciation mutuelle des valeurs culturelles de l'Orient et de l'Occident 1957-1966*. Paris, l'Unesco, 1968, 24 x 155 cm n° SHC.68/D.40/F, 109 p.
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. *Groupe de travail sur les registres des cardiopathies ischémiques*. (Rapport - 1ère partie -, Copenhague, 12-14 mai 1969). Copenhague, le Bureau régional de l'Europe de l'O.M.S., 1970, 24 x 19 cm., Euro 5010, iii + 30 p. Egalement disponible en anglais et en russe.
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. *Les registres des cardiopathies ischémiques protocole opératoire*. (2ème partie du rapport d'un Groupe de Travail). Copenhague, 12-14 mai 1969. Copenhague, le Bureau régional de l'Europe de l'O.M.S., 1970, 24 x 19 cm., Euro 5010 (2), 38 p., tabl., graph.
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. *Groupe de travail sur l'évolution de la lutte contre la pollution des eaux en Europe*. Rapport (Copenhague 23-26 septembre 1969). Copenhague, le bureau régional de l'Europe de l'O.M.S., 1970, 24 x 19 cm., Euro 0415, iv + 34 p. Existe également en anglais et en russe.
- ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE. *Normes européennes applicables, à l'eau de boisson*. 2ème édition. Copenhague, le Bureau régional de l'Europe de l'O.M.S., 1970, 24 x 19 cm., Euro 0664, i + 61 p., tabl.
- ORGANIZATION OF THE PETROLEUM EXPORTING COUNTRIES. *Annual review and record*. Vienna, the OPEC, 1968, 20 x 14.5 cm., 44 p.
- SCIENCE COUNCIL OF JAPAN. *Annual Report 1967-3*. Tokyo, the Science Council of Japan, 1969, 26 x 18 cm., Vol. X, 114 p., tabl.
- UNION INTERNATIONALE DES TRANSPORTS ROUTIERS/INTERNATIONAL ROAD TRANSPORT UNION. *Manuel du Transport Routier International*. Préface par Janez Stanovnik. Genève, Centre International, 1970, 21 x 30 cm., 6e édition, 377 p., tabl. cartes, illustr.
- UNITED NATIONS. CONFERENCE ON TRADE & DEVELOPMENT. *The significance of the second session of the United Nations Conference on Trade and Development*. (Report to the Secretary-General of the United Nations by the Secretary-General of the United Nations Conference on Trade and Development). New-York, the United Nations, 1968, 22.5 x 15 cm., n° TD /96 /Rev. 1, 12 p., Price : S US. 0.50.
- WORLD HEALTH ORGANIZATION. *Ischaemic Heart Disease Registers*. (Report of the Fourth Working Group - including a revised operating protocol). Copenhagen 29 June - 1 July 1970. Copenhagen, Regional Office for Europe W.H.O., 1970, 24 x 19 cm., Euro 5010 (4), iii + 52 p., tabl., graph. Also available in French and Russian.

## News from International Associations

### A l'écoute des associations internationales

Le 26 octobre dernier, le Deuxième Comité (Economie et finances) de l'Assemblée Générale des Nations Unies a approuvé la création des Volontaires des Nations Unies à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1971. Le Comité a pris en considération les rapports du Conseil Economique et Social (documents A/8003 et A/C.2/255) en mettant l'accent sur l'importance de la contribution de la jeunesse au développement économique et social. Le vote s'est déroulé de la manière suivante : 60 voix pour, aucune contre, et 16 abstentions. La liste non confirmée des pays s'étant abstenus est la suivante : Algérie, Bulgarie, Biélorussie, Cuba, Tchécoslovaquie, Haïti, Hongrie, Islande, Iraq, Madagascar, Pérou, Pologne, Sénégal, Togo, Ukraine et URSS. Cette résolution a reçu la confirmation officielle de l'Assemblée Générale plénière des Nations Unies le 7 décembre pendant sa 25<sup>ème</sup> session. Cette décision a été prise par 91 voix pour, aucune contre et 12 abstentions.

(ISVS Flash)

In order to discuss the participation of young people in national development programs, the United Nations sponsored a meeting of youth leaders and experts from January 13 to 16 in Geneva. The main purpose of the meeting was to report to the United Nations on the forthcoming international conference on « Participation of Youth in the Second United Nations Development Decade » to be held in September of this year.

The meeting recommended that the September conference should serve to establish a series of dialogues among the governments, youth organizations and young people in general. Special emphasis was placed on the need for the conference to be open to the people of all nations, whether UN members or not. This would mean that invitations should also be issued to such nonmember states as Switzerland, East and West Germany, North and South Korea, even various liberation movements. The meeting further recommended that all the nongovernmental organizations (NGO's) should be allowed to send up to four representatives, as against two from the various states. One important outcome of the meeting was a recommendation to the effect that the NGO's and the liberation movements should have voting rights. To encourage the most accurate representation of young people, the meeting proposed that delegates to be nominated by the governments should first be selected in consultation with youth, organizations and should be below the age of 25 years. Also the delegations should, as far as possible, represent the more important political tendencies present in any one country. Earlier, on January 11 and 12, the NGO's active in the field of youth had held an informal

meeting to discuss the scope of various youth programs with the United Nations and its specialized agencies.

(IIEE Bulletin)

That voluntary service should basically be education directed towards changing attitudes and a method of « conscientization » was one of the main decisions of the fourth ALOSEV (Asamblea Latinoamericana de Organizaciones de Servicio Voluntario) held at Millahue, Santiago de Chile, from 16 to 21 March. In his introductory speech the Director of CENTROSEV, Arlindo Sandri (ex Young World Officer at FFH, Rome) said that volunteer work in Latin America meant young people being aware of the realities of their situation and organizing themselves to improve it through education and information activities. Among the plans voted for the biennium 1970-72 are the publication of a bulletin which is to be « both formative and informative », the organizing of nine seminars in conjunction with the IJGD (German Voluntary Service) and a coordinating of the various research projects on Latin American youth that are being carried out by different member organizations of the Centre.

As for its relations with international organizations, ALOSEV had several criticisms to make of development programmes sponsored by the UN and its Specialized Agencies, many of which do not promote social change. It was felt that UN organizations generally do not do enough for the younger generation which is relegated to playing a marginal role.

(WFP Ideas and Action Bulletin)

Les Nations Unies reconnaissent chaque jour davantage le rôle que les capitaux privés et l'industrie peuvent jouer dans le développement économique : c'est bon signe. En effet, au moment où s'ouvre la 2<sup>e</sup> Décennie des Nations Unies pour le Développement, M. Philippe de Seynes, Sous-Secrétaire Général aux affaires économiques et sociales, a souligné, en s'adressant à la commission économique de l'Assemblée, la nécessité de coordonner l'action des Nations Unies et de l'industrie, afin d'amener les capitaux privés à jouer un rôle dans la coopération internationale. Il a ajouté qu'il serait souhaitable d'abandonner les discussions stériles sur les préjudices que peut causer l'implantation, dans les pays en voie de développement, d'industries à forte densité de capital; il faut en effet accepter un certain dualisme, c'est-à-dire une coexistence dans ces pays, d'industries à forte densité de capital et d'autres industries à forte densité de main-d'œuvre... Le «management» du secteur privé peut jouer un rôle dans le développement économique international, grâce à une coopération plus étroite avec les Nations, Unies. Ce

problème est exposé dans le Supplément du Bulletin du 4 novembre 1970 de l'Organisation internationale des Employeurs, consacré à la consultation mondiale tenue en 1965 entre les représentants du management international et ceux des Nations Unies.

(OIE Bulletin d'information)

An international session on « Audio-Visual media for labour education » will bring together labour educators and film-makers from many countries at a conference to be held from 27 to 29 April in Esbjerg, Denmark; Organised by the International Labour Film Institute (ILFI), the meeting's purpose is to intensify the use already being made of these media in the field of labour education by an ample exchange of information on the experiences acquired in the different countries. At the same time, representatives of trade union organisations will be able to view and acquire films, slides, film-strips and other audio-visual aids for their educational and organisational activities. The Institute, which is closely connected with the International Confederation of Free Unions, acts as an international centre for the collection and dissemination of films and of audio-visual material of interest to trade union organisations.

(International Trade Union News)

Four million years after the appearance of the first, man-like creatures on earth, aggressiveness has finally become obsolete as a way to solve human problems. There is hope, too, that it can be eliminated from man's behaviour : despite popular writings to the contrary, it is not «instinctive».

Yet the task will be a long one. While aggressive behaviour is not innate, it is extremely easy for the human species to learn it. Changes in education are needed, particularly from the ages of two to six years, the very moment when children get no formal education at all in many societies. In some, television is their mentor. It can expose them ; to a killing every half hour, a violent incident every eight minutes. It can show them cleaned-up murder without blood or gore, giving the impression that violence is an easy way out.

A further look is needed on the other end of the age scale at those who conduct world affairs. The very factors of intense pressure, nervous strain and lack of time that one finds in international crises are the same factors that inhibit the decision-making process when war is in the offing.

These are just a few of the conclusions reached by a meeting of eighteen scientists from eleven countries held at Unesco House in Paris to determine how far science has gone towards understanding human aggressiveness and in what directions it must go in the future.

The meeting brought together men and women from a wide range of scientific disciplines, some studying



## TRIANON-PALACE-HOTEL

\*\*\*\* LUXE

1, boulevard de la Reine  
VERSAILLES (78)

Téléphone : 950-34-12 / 950-05-41

Adresse télégraphique :  
TRIANOTEL VERSAILLES

- 140 chambres toutes avec bain (ou douche) et W.C.
- Sa situation dans un magnifique parc de trois hectares en bordure du château de Versailles et des Trianons, lui assure un calme absolu
- Idéal pour conventions ou séminaires ; nombreuses salle de réunion ou de travail.
- Thés - Déjeuners - Diners en plein air - Repas d'affaires - Salons particuliers.
- Illumination du parc tous les soirs (tous appartements et chambres avec vue sur le parc).
- A 25 minutes, en voiture, des Champs-Élysées.  
PARKING illimité.

Bruno SIBERT, administrateur.  
Paul LEYGUES, directeur.

the behaviour of mice and chimpanzees, others that of mental patients and heads of state. The chairman of the meeting was Dr. David A. Hamburg of Stanford University in Palo Alto, California. He himself reported on research that has already linked the presence of abnormally high amounts of testosterone, the male sex hormone, in pregnant mothers to aggressiveness in their children. Nations, however, might not want to lose the qualities of self-assertion, vigour and persistence that many feel are linked with aggressive personalities. Consequently, Hamburg remarked, biological treatment of high-risk aggressiveness on a large scale « would probably require a system of international agreements —an idea that is almost science fiction today. » The meeting also heard reports on how a dab of perfume has taken the fight out of a mouse and how computers have taught monkeys not to be aggressive by sending radio messages directly into their brains. The work with mice was related by Dr Philip Ropartz of the Psychophysiology Laboratory of the Science Faculty at Strasbourg, France. He has explored the role that smell plays in transmitting information to animals and in touching off aggressiveness. Experiments have found that male mice lose their combativity if their sense of smell is eliminated by surgery. Aggressiveness was also braked, said Ropartz, when mice were doused with feminine perfume. Perfume, like surgery, masks the mouse's sense of smell, preventing it from distinguishing foes from friends. «Perfume has been used by humans since antiquity, » Ropartz remarked, half-jokingly, «perhaps it also reduces the 'aggressiveness' the human male feels towards the female. » Then the meeting was told by Dr. José M.R. Delgado of Yale University of the implanting of two-way radio sets into the brains of monkeys and human beings. In the case of the monkeys, their brain functions have been monitored by computers which can then \* correct » misbehaviour by providing an electrical stimulus. Dr. Delgado has also implanted these radio sets, which he calls « stimocivers », into the brains of patients suffering from psychomotor epilepsy. He told the meeting that, through such techniques, the next five years will see \* a revolution in the medical treatment of aggressive behaviour as important as the appearance of antibiotics in the treatment of infectious diseases". »

(UNESCO Features)

The 39th Annual Congress of the International Federation of Teachers' Associations, meeting in Geneva, from 27th - 30th July, 1970, after a long discussion on the past actions and future activities of IFTA,

1. - puts on record its appreciation of the excellent and devoted service of the secretariat over many years in conditions of increasing difficulty;
2. - re-affirms the aims of IFTA as defined in the statutes, priority being given to the following points :
  - a) defence of the material and the moral interests of primary teachers, of their syndical rights and of their professional status;

- b) pedagogic information and collaboration, defence of the primary school, organisation and school reforms, pedagogic problems;
  - c) international co-operation, defence of the rights of man and of peace;
3. - expresses itself as generally satisfied with the organisation of congresses as at present constituted but remits to the Executive to consider, on an experimental basis, the technique of discussion groups;
  4. - recommends to the Executive the study of the possibility of the organisation of seminars either by IFTA alone or in conjunction with other international bodies;
  5. - calls for the extension and development of an information service;
  6. - and, as a consequence, calls for the development of the secretariat by better physical organisation and by the employment, if necessary, of professional assistance;
  7. - instructs the Executive to seek much closer co-operation with FIPESO and the Executive Committee of WCOTP.

(FIAI Feuille d'informations)

Un important pas en avant vient d'être fait dans les relations du Comité International Olympique avec l'Assemblée générale permanente des Comité Nationaux Olympiques. En effet, au cours de la 69e Session du CIO et des réunions de sa Commission Executive à Amsterdam (8-16 mai 1970) la décision suivante a été adoptée par le CIO dans le cadre de l'examen du rapport de la Commission Mixte V du CIO :

« Le Comité International Olympique prend note de la création et de l'existence de l'Assemblée générale permanente des CNO ».

Cette décision ne peut cependant être considérée comme une reconnaissance de droit de l'AGP des CNO. En effet, le Président du CIO a tenu à souligner qu'à l'heure actuelle le CIO ne pouvait reconnaître l'AGP, étant donné que divers CNO ne sont pas membres de cette organisation et qu'ils désirent avoir des contacts directs avec le CIO... »

(AGP-CNO News)

La Commission de l'éducation de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources a organisé une réunion internationale de travail qui a eu lieu au «Foresta Institute for Ocean and Mountain Studies » à Carson City, Nevada (Etats-Unis), du 20 juin au 10 juillet 1970. Ce colloque était placé sous le patronage de l'Unesco qui a participé à son organisation dans le cadre de son « Année internationale de l'éducation », avec la coopération du Foresta Institute, dont le directeur, le professeur Richard Gordon Miller, est membre de la Commission de l'éducation de l'UICN.

L'éducation écologique doit être, entreprise et développée comme un programme complet et continu, dans lequel l'enseignement à tous les niveaux joue un rôle essentiel. Dans le cadre des innovations qui sont apportées actuellement aux programmes scolaires de presque tous les pays, l'introduction de l'éducation écologique " répondrait à un besoin urgent.

Tenant compte de ce fait, la Commission de l'éducation de l'UICN a réuni au Foresta Institute vingt spécialistes de l'éducation venus de 14 pays (6 pays d'Afrique, 3 d'Asie, 2 d'Europe et 3 d'Amérique latine et d'Amérique

du Nord) pour leur permettre d'examiner les idées nouvelles et les principes se rapportant à un programme éducatif sur l'environnement.

Treize rapports ont été mis en discussion. Une dizaine d'exposés présentés par d'éminents conférenciers et suivis de discussions animées, ont appelé l'attention sur des problèmes spécifiques ayant trait à l'étude de l'environnement, en mettant l'accent sur ceux qui se posent aux niveaux primaire et secondaire. Profitant de la présence des stagiaires qui suivaient les cours d'été du Foresta Institute, les délégués ont suivi des cours portant sur les problèmes d'écologie locaux, ont assisté aux démonstrations faites par les étudiants et ont discuté la méthodologie des études effectuées sur le terrain.

Les séances de travail ont porté sur 1. les concepts et éléments de l'éducation écologique, 2. les installations scolaires, le personnel, les locaux, les appareils, les instruments et l'équipement, 3. les installations scolaires extérieures et collectives, et 4. l'inauguration et l'amélioration du programme éducatif sur l'environnement. Les participants ont approuvé la définition suivante : l'éducation écologique est le processus de reconnaissance des valeurs et de clarification des concepts qui permet d'acquérir les connaissances et d'adopter les attitudes nécessaires pour comprendre et apprécier, l'interdépendance de l'homme, de sa culture et de son milieu biologique. L'éducation écologique doit aussi enseigner à prendre des décisions et à déterminer sa propre ligne de conduite en ce qui concerne le maintien de la qualité de l'environnement.

Il a été reconnu qu'au niveau du primaire et du secondaire, l'étude de la «conservation du milieu» ne devrait probablement pas constituer une branche spéciale, mais devrait plutôt être intégrée dans le programme général d'enseignement.

Les participants se sont mis d'accord sur l'action à entreprendre et sur les mesures à prendre par la suite pour porter à la connaissance de leurs gouvernements et des autorités responsables de l'éducation les concepts les plus récents en matière d'éducation écologique et pour promouvoir leur mise en vigueur. Comme, en fait, la plupart des participants étaient en mesure de faire les démarches nécessaires, les travaux de la Commission de l'UICN sont ainsi entrés directement dans la phase d'application des principes discutés et adoptés.

Pour donner suite à ces travaux, il est prévu que des réunions régionales seront organisées au cours des prochaines années. Des exemples du projet de rapport final de la réunion peuvent être obtenus au Bureau de l'éducation, au siège de l'UICN à Morges.

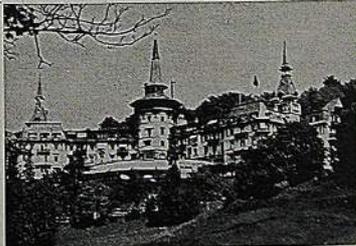
(Bulletin VICN)

International Catholic Press Union, wrote an editorial on pornography from which we extracted the following phrases «Sexual immorality may be simply an excess of an instinctive activity useful to protect the race : a sudden passionate movement, to some extent uncontrollable, like anger; a deep social instinct breaking violently through the barriers of ethical norms as happens in time of war; it may be, in comparison with a nobler code of morals, like a primitive spring, without sense of direction, without consciously chosen or accepted norms, such as we find properly in all natural processes of propagation, in the grass of the fields and in the life of groups and persons who know nothing further than the law of biological impulse. Pornography is something different : it is lewd, depraved, indecent and obscene.

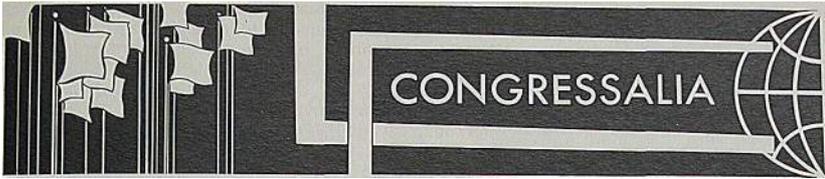
Artificially exaggerated and distorted, it is not the work of nature but of a vicious mind. Deliberately planned. What characterises the pornography of our time is that it does not reflect, as in the past, the perversion of small groups of persons, or a description written by an author with a preference for what is low or vicious, but it has been converted into a « consumer product », it has become commercialised by an unscrupulous capitalism, thanks to a scientifically calculated system of advertising which imposes it on the masses, and to a distribution net-work which assures profitable sales.

Without the mass media, present day pornography would not be possible. Nor would the invasion — imposed on the public by advertisement — of millions of litres of drinks which take the place of the traditional drinks of one country in favour of powerful firms belonging to another. Impossible, likewise, would be the dictatorship of fashion which demands the withdrawal from circulation of hundreds of millions of clothes in good condition to be replaced by others whose reign will only last one season. Vanity, thirst and the sexual instinct have existed since men have peopled the earth; but mass communications today have given birth to a new question : what capital may one invest in the commercial exploitation of them ? The present-day wave of pornography depends, at bottom, as must always be the case, on the human lust; a new sociological factor is the deliberate, calculated enslavement of the masses; and behind it there are the « big chiefs » who are in command and the share-holders who pocket their dividends.

If every violation of the moral order should concern us as Catholic journalists, we ought as journalists to ask ourselves a question on our own share of responsibility for the tide of pornography and on what we can do to fight against it.

<b>DOLDER</b>	<b>GRAND HOTEL</b>	<b>ZURICH</b>	
<i>Vue magnifique sur la ville, le lac et les Alpes</i> 650 m.s.m.	Situation tranquille dans le quartier résidentiel - Nouvelle aile de 64 appartements de grand luxe avec balcon ou terrasse - Salles de conférences et de congrès (arrangements spéciaux durant l'hiver) - Golf-Tennis - Minigolf-Piscine à vagues artificielles - Service de voiture avec le centre de la ville (6 min.)		

Représentant pour la France et le Bénélux : M Claude L C DUTEIL, 11, rue de Rome, 75-Paris 8e — Tél. LAB 81-99



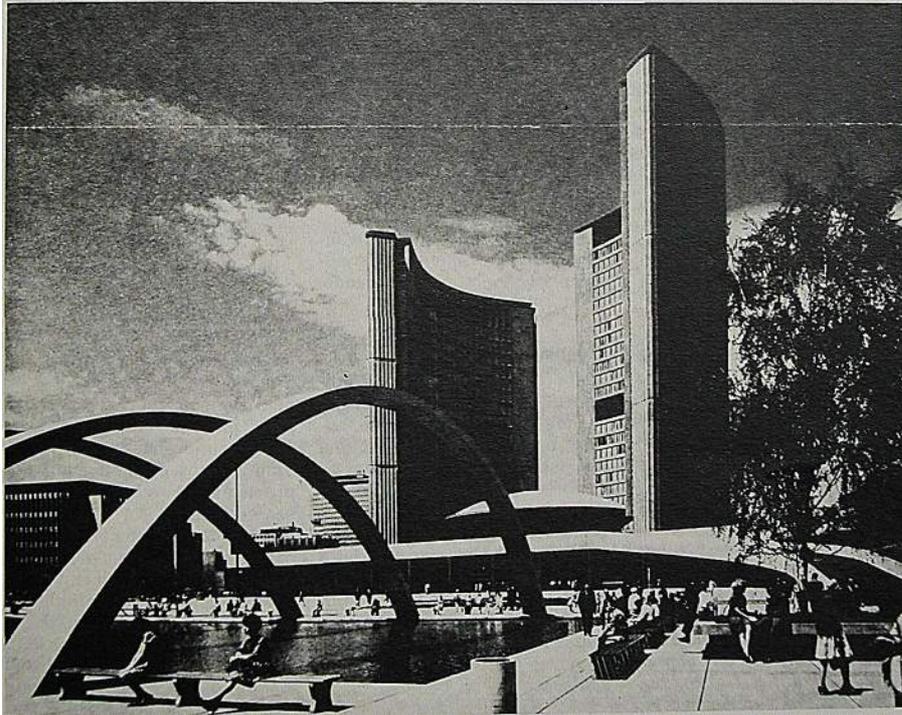
**Toronto : IULA 71**

The International Union of Local Authorities (IULA) will hold from 18 through 23 July 1971 in Toronto, Canada its 20th World Congress. The Congress is being organized in cooperation

with the Municipality of Metropolitan Toronto and the Canadian Federation of Mayors and Municipalities; it is co-sponsored by the Government of Canada.

Both in the low income and the industrialized countries modern government is expected to sti-

multate economic and social development and to spread the benefits of progress to the many. What is local government's role in this respect ? The days are long past in which local communities were self-contained units in social and economic matters. As a con-



sequence, it is the higher levels of government which now have the main responsibilities in these domains.

This does not mean, however, that local government should content itself with the mere execution of policies decided upon by others. On the contrary, for a proper fulfilment of its task as a democratic institution it needs the widest possible measure of discretion and initiative. By its knowledge of the local situation and its direct contacts with the population it is able to make a decisive contribution to the solution of some of today's most urgent problems : the shaping of environment in accordance with human needs; the relationships of the individual to the community and his influence upon the decisions of government; the mobilization of local ideas, resources and manpower for development, to name but a few.

IULA's 1971 Congress will be concerned with the interrelationship between national, regional and local policies for economic and social development. It will discuss the contribution which local government can make as « partner in progress » as well as the implications which such a role has for the structure, finances and administrative capabilities of local units.

#### **Réduction pour les épouses des congressistes**

Passenger Steamship Conference est heureuse de porter à la connaissance de tous les participants de congrès, que ses membres — les grandes compagnies maritimes in-

ternationales — accordent une réduction de 50 % aux épouses • des délégués se rendant par bateau à des congrès. Cette importante réduction est octroyée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971 pour les voyageurs de première classe. Dès 1972 les membres de l'Atlantic Passenger Steamship Conference accorderont également cette réduction aux épouses des congressistes voyageant en autres classes.

Des renseignements détaillés peuvent être obtenus au secrétariat de l'association, à Folkstone, Kent, Grande Bretagne.

#### **Reduced Fares**

The Atlantic Steamship Conference is pleased to advise all congress participants that the special 50 % reduction which is applicable to the spouses of convention delegates, (which was introduced in 1971, for passengers in First Class only) will in 1972 be available to passengers in all classes. Further information is available from the office of the secretary general in Folkstone, Kent, UK.

#### **Vienne**

Le bureau des congrès de l'office du tourisme de la ville de Vienne (Autriche) vient de publier une brochure multi-lingue sur toutes les installations de congrès et facilités accordées aux congressistes et organisateurs de congrès. Cette publication reprend, outre un historique concis de la ville de Vienne, la description technique, la liste des équipements audio-visuels disponibles et les plans et illustrations des différentes salles de congrès de la ville, ainsi que quelques con-

seils pratiques tel celui-ci : pour tous les congrès organisés entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 1<sup>er</sup> avril, l'hôtellerie viennoise accordé des remises allant jusqu'à 25%.

#### **Vient de paraître**

en anglais, français, espagnol, une brochure éditée par la Fédération Universelle des Associations d'Agences de Voyages (FUAAV). Les principaux chapitres de cette publication concernent :

- les statuts de la FUAAV
- l'annuaire 1971
- la liste des agences et entreprises enregistrées
- le texte de la convention hôtelière entre l'Association Internationale de l'Hôtellerie (AIH) et la FUAAV.

#### **Le congrès des professionnels de l'informatique**

Les hommes passent-ils avant les techniques ? L'Association Française des Informaticiens et Mécanographes (AFIM) et les publications spécialisées 0.1. Informatique, s'attaquent au problème des hommes de l'informatique. Cette orientation n'est pas nouvelle, puisque les Etats-Unis, le Canada et l'Angleterre se sont déjà penchés sur la question. Mais pour la France ce sera une avant-première, car il est grand temps de s'attaquer aux problèmes et regarder les choses en face.

En effet, suivant en cela la poussée démographique des ordinateurs, les informaticiens constituent déjà une « confrérie de l'informatique » pratiquement inexistante il y a dix ans. En 1960 ils étaient 2.500. Actuellement leur nombre tourne autour de 50 à 60.000. En 1975, estim-

ent les experts, ils seront 220.000 en France. Autrement dit, plus de 180.000 spécialistes devraient s'engager dans la profession dans les cinq années à venir. Le congrès a lieu à Paris à la maison de la Chimie, du 26 au 27 avril. Plus peut-être qu'un congrès, il est par essence un dialogue où les participants devront confronter leur expérience personnelle afin que puisse être ébauchés certains critères de la profession. Participation ? Concertation ? tout simplement un rassemblement de professionnels soucieux enfin de voir se clarifier une situation qui ne fait que se dégrader.

Alors, pour la première fois peut-être dans l'histoire des techniques, des hommes auront posé des garde-fous, dicté des règles avant d'y être contraints. Le terrain est vierge. La tâche ne doit pas être écrasante.

(01 Informatique).

Salzburg

L'Assemblée Générale du CENYC (Conseil Européen des Comités Nationaux de Jeunesse) qui se tient tous les deux ans, sera consacrée à la coopération en Europe. Elle rassemblera 100 à 150 dirigeants de jeunesse de toute l'Europe. Outre les repré-



(Cenyc bulletin)

sentants des comités membres,

des observateurs d'organisations de jeunesse de pays non membres, y compris des représentants de l'Europe de l'Est sont invités. Les organisations internationales non gouvernementales de jeunesse seront également invitées. L'Assemblée discutera en détail du rôle du CENYC dans les années 1970 et de son programme d'action. Un jour de l'Assemblée sera consacré à la coopération européenne.

Au cours de cette discussion, une attention spéciale sera portée sur la coopération future entre l'Europe, de l'Est et de l'Ouest et seront aussi discutés les divers domaines de coopération au sein de l'Europe occidentale.

Addis-Abeba

Une conférence scientifique Pan Africaine est organisée à Addis Abeba par l'Association pour l'avancement des sciences agricoles en Afrique du 29 Août au 4 septembre 1971. Créée à Abidjan (Côte d'Ivoire), cette association a pour but primordial d'assurer la continuité du dialogue entre les spécialistes de l'agriculture en Afrique. Ses activités sont centrées sur trois buts fondamentaux : efficacité, mise en œuvre et coordination. L'AASA contribue déjà très utilement aux travaux de la Commission Economique pour l'Afrique, dans le cadre des Nations Unies.

Les journées d'étude se termineront par des visites aux stations expérimentales des établissements pilotes africains. The Association for the Advancement of Agricultural Science in Africa has been established in Addis Abeba - Ethiopia, with

the aim assuring continuing dialogue between the agricultural scientists in Africa. The first General meeting will take place in August-September 1971 in Addis Abeba, organized by the AASA with the cooperation of the ECA (Economic Commission for Africa)

The purpose of the Conference is to bring together members of AASA and other agricultural scientists to examine and discuss agricultural research in Africa and its effectiveness in promoting agricultural production on the Continent.

Télécommunications spatiales

En juin/juillet 1971, les délégués représentant les 130 pays Membres de l'UIT (Union Internationale des Télécommunications) se réuniront pour la deuxième Conférence administrative mondiale des radiocommunications spatiales qui se tiendra à Genève. Ils passeront en revue le développement rapide de la technologie spatiale et traiteront d'un certain nombre de problèmes juridiques, encore mal définis posés par les nouvelles techniques de l'ère spatiale. Pendant cette Conférence mondiale des télécommunications de l'UIT aura lieu parallèlement, à Genève, la première Exposition mondiale des télécommunications : TELECOM 71, du 17 au 27 juin 1971. En raison de ces événements d'une importance capitale, le Conseil d'administration de l'UIT a décidé que le thème de la prochaine Journée mondiale des télécommunications, le 17 mai 1971 serait le suivant : « L'UIT et les radiocommunications spatiales ». Cette célébration incitera au renforcement de la coopération internationale, à l'accé-

lération du progrès technique et à l'élévation du bien-être de l'humanité, notamment grâce au développement de la radio-diffusion sonore et télévisuelle par l'intermédiaire des satellites de télécommunication. Au cours des âges, l'homme a toujours été à la recherche de moyens de communication instantanée; cette quête perpétuelle a donné naissance aux télécommunications. Aujourd'hui, le télégraphe, le téléphone et la radio font partie intégrante de notre vie quotidienne; ils affectent les activités politiques, économiques et sociales de chaque pays, dans le monde entier.

L'Union internationale des télécommunications, créée en 1865, est la plus ancienne organisation intergouvernementale. Devenue, depuis 1947, l'institution spécialisée des Nations Unies pour les télécommunications, elle établit des plans, coordonne et élabore des dispositions réglementaires qui sont observées, sur le plan international, pour tous les genres de télécommunications. Au cours des vingt cinq dernières années, le nombre des appareils téléphoniques dans le monde s'est accru de 41 millions pour atteindre 250 millions, tandis que, depuis 10 ans, le nombre des récepteurs de radio et de télévision a triplé. Dans les pays anciens aussi bien que dans les pays nouveaux, les télécommunications constituent un fondement essentiel du progrès. Au cours de cette deuxième moitié du vingtième siècle, l'humanité assiste à un extraordinaire essor de l'électronique et des télécommunications.

L'ère spatiale a débuté le 4 oc-

tobre 1957, lorsque l'Union Soviétique a placé son premier « Spoutnik » pesant 83 kg. premier satellite artificiel de la Terre. Depuis, plus de 1000 engins spatiaux ont été lancés avec succès. Les Etats-Unis d'Amérique, l'Union Soviétique et de nombreux pays d'Asie, d'Australie et d'Europe ont investi des ressources considérables en participant aux efforts déployés sur le plan national, régional et mondial en vue de la conquête de l'espace, et l'on peut dire que les avantages économiques qu'ils en ont retirés sont plus importants qu'il y paraît à première vue. Désormais tous les peuples de la Terre vont vivre dans l'« environnement » d'un réseau de télécommunications universelles. Les techniques spatiales complètent maintenant celles qui étaient appliquées par les services de télécommunications existants, elles ont renversé les derniers obstacles qui s'opposaient à la « communication totale » par le son, l'image et les données numériques.

#### **Versailles**

L'Association internationale «Urbanisme et commerce » a tenu son troisième congrès international du 10 au 17 mai 1971 à Paris-Versailles. Le thème de ce congrès : « Le commerce, une force puissante dans l'aménagement des villes ».

#### **« Mâcher du coton »**

Curieux mélange d'humour et d'amertume, d'analyse psychologique et de revendication professionnelle, ce livre de John Coleman-Holmes consacré

aux interprètes est un peu déroutant par certains de ses propos, mais aide à mieux connaître une fonction et un art, dont l'âge d'or fut celui de l'interprétation consécutive, « avant Nuremberg, lorsque les interprètes affrontaient leurs « clients », face à face, en homme, dans un acte direct et vrai que les intéressés accueillent comme tel et qui donnaient aux interprètes le sentiment de contribuer à la marche de l'univers. »

Leur profession se trouve aujourd'hui, selon l'auteur, dans un état de malaise, de dégradation et va même vers la débâcle, depuis que s'est abattue sur elle « cette invention du Mauvais, avec micro, écouteurs et relégation dans un lointain clapier : l'interprétation simultanée ».

« La profession se défait, sans hâte, mais d'un mouvement qu'on peut observer. Les conditions de travail inacceptables qu'on accepte, les interprétations appauvries qui en résultent, les nouveaux dont on n'entend pas le flot et qui déçoivent ou tombent dans la sous-enchère : autant de choses qui font déconsidérer le métier et nourrissent la résistance aux revendications des simultanéistes ».

Il estime d'autre part que « les réalités internes qui maintiennent les interprètes sans nerf devant le statu-quo sont deux : la crise d'identité et les incertitudes économiques ». Tous ceux qui participent à des réunions internationales pourront glaner dans cet ouvrage des indications utiles sur ce qu'ils doivent éviter ou faire pour faciliter la tâche des interprètes.

# New International Meetings Announced

information listed in this section supplements details in the Annual International Congress Calendar (published as the December 1970 issue of the magazine) as well as details in earlier 1971 issues

1971 May 17-21 Amsterdam (Netherlands)  
Int. Association of Oral Surgeons. 4th int conference. P : 1500. Ex.

*Congressbureau Inter Scientias, Postbox 9058, The Hague, Netherlands.*

1971 Jun 2-8 Eveux or Lyon (France)  
World Student Christian Federation. Pax. Romana European student pastors conference.

*13 rue Calvin, 8P 206, 1211 Geneva 3, Switzerland.*

1971 Jun 3-5 Vienna (Austria)  
Int Railway Film Bureau. Annual meeting.

*Service des Relations Extérieures et de la Presse de la SNCF, 88 rue Saint-Lazare, 75-Paris 9e, France.*

1971 Jun 6-10 Brussels (Belgium)  
Int Council of Sport and Physical Education. 2nd int symposium on biochemistry of exercise.

*Dr. J R Poortmans, Avenue Paul Héger 28, 1050 Brussels, Belgium.*

1971 Jun 10-11 Brussels (Belgium)  
Int Waterproofing Association. Journées d'études : Problèmes actuels de l'étanchéité des toitures-terrasses et des constructions enterrées.

*avenue d'Auderghem 49, 1040 Brussels, Belgium.*

1971 Jun 10-11 Lausanne (Switzerland)  
Congrès du groupe int des grands magasins. P : 100.

*17 avenue de Rumine, 7005 Lausanne, Switzerland.*

1971 Jun 15-17 Salzburg (Austria)  
25th int congress on advising committees of steel. P : 250.

*Osterreichischer Stahlbauverband, Furstengasse 1, 1090 Wien, Austria.*

1971 Jun 16-23 (Austria)  
Int (Railway) Wagon Union. Committee and general assembly.

*Hochschulstrasse 6, 3000 Berne, Switzerland.*

1971 Jun 22-25 Brussels (Belgium)  
World Trade Centers Association. General assembly.

*rue de l'Évêque 1, 1000 Brussels, Belgium.*

1971 Jun 22-25 Houston (USA)  
Data Processing Management Association. Int data processing conference and business exposition,

*505 Busse Highway, Park Ridge, Illinois, USA.*

1971 Jun 24-26 Geneva (Switzerland)  
Int Confederation of Free Trade Unions. World economic conference.

*rue Montagne aux Herbes Potagères 37-39, 1000 Brussels, Belgium.*

1971 Jun 28 - Jul 7 Geneva (Switzerland)  
World Council of Churches. World consultation on Christian councils.

*750 route de Femei, 12 11 Geneva 20, Switzerland.*

1971 Jun Rosario (Argentina)  
Int Student Movement for the United Nations. 1st Latin American seminar : The role of youth in adult education in Latin America.

*41 rue de Zurich, 12 01 Geneva, Switzerland.*

1971 Jul 1-3 Timisoara (Rumania)  
Int Marketing Federation. 5th int seminar : Marketing and the promotion of int economic cooperation.

*Via Larga 9, 20122 Milano, Italy.*

1971 Jul 1-5 Stockholm (Sweden)  
Council of Europe. Environment congress. P : 400.

*Eric Schulstad, Riksdagshuset, Brunkebergsterrassen 1, Sweden.*

1971 Jul 2-14 Orano (USA)  
Int Union of Pure and Applied Chemistry. 2nd int calorimetry conference.

*2-3 Pound Way, Cowley Centre, Oxford, UK.*

1971 Jul 3-4 Florence (Italy)  
Centre d'Etudes Industrielles. 2nd European management symposium. P : 800.

*C E I, 4 Chemin de Conches, Geneva, Switzerland.*

1971 Jul 5-9 Budapest (Hungary)  
Int Society for Neurochemistry. 3rd int meeting.

*Prof I Huszak, Brain Research Institute, Medical University, Szeged, Hungary.*

1971 Jul 5-10 Caen (France)  
French-Language Congress of Psychiatry and Neurology. 69th congress.

*Dr P Warot, 70 rue D'Esquermes, 59 Lille, France.*

1971 Jul 5-10 Paris (France)  
Int Society for Human and Animal Mycology. 5th congress and general assembly.

*Dr E Drouet, Institut Pasteur, 25 rue du Roux, 75 Paris 5e, France.*

1971 Jul 6-9 Newcastle-upon-Tyne (UK)  
Institut of Chemical Engineers. Int symposium : Major

lose prevention in the process industries.  
*16 Belgrave Square, London SW1.*

1971 Jul 6-16 Vancouver (Canada)  
United Nations/Food and Agricultural Organization of the

- United Nations. Int consultation on wood in structures and housing with emphasis on low cost housing.  
*FAO, Via délie Terme di Caracalla, 00100 Rome, Italy.*
- 1971 Jul 8-21 Lima (Peru)  
World Council of Christian Education. Assembly and world conference  
*750 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland.*
- 1971 Jul 9-10 Athens (Greece)  
World Society for Ekistics. Conference on Education in Ekistics.  
*Box 471, Athens, Greece.*
- 1971 Jul 12-19 Athens (Greece)  
World Society for Ekistics / Athens Technological Organization. Delos symposium. P : 40.  
*Box 471, Athens, Greece.*
- 1971 Jul 13-15 Philadelphia (USA)  
Institute of Electrical and Electronics Engineers. Int symposium on electromagnetic compatibility.  
*Ralph Showers, Moore Sch of EE, Univ of Penna, Philadelphia, Pa 19104, USA.*
- 1971 Jul 14-17 Miami Beach (USA)  
Rosicrucian Order. Convention.  
*Rosicrucian Park, San José, California 95114, USA.*
- 1971 Jul 19 Athens (Greece)  
World Society for Ekistics. General assembly. P : 130.  
*Box 471, Athens, Greece.*
- 1971 Jul 19-24 Oxford (UK)  
5th int symposium on continuous culture.  
*F J Griffin, Society of Chemical Industry, 14 Belgrave Square, London SW1.*
- 1971 Jul 20-23 Cranfield (UK)  
3rd Cranfield int conference on mechanized information storage and retrieval systems.  
*Cyrill Cleverdon, Cranfield Institute of Technology, Cranfield, Bedford, UK.*
- 1971 Jun 21-Jul 3 Turin (Italy)  
Int Union of Official Travel Organizations, Int Center of Advanced Tourism Studies. Cycle d'études consacré à l'aménagement touristique du territoire.  
*Centre International, Case Postale 7, 1 2 1 1 Genève 20, Switzerland.*
- 1971 Jul 26-Aug 7 Antwerp (Belgium)  
Int Christian Youth Exchange. Executive Committee meeting and general assembly.  
*150 route de Ferney, 1211 Geneva 20, Switzerland.*
- 1971 Jul (Hungary)  
League of Red Cross Societies. Réunion int des jeunes secouristes.  
*17 Chemin des Crêts, 1211 Geneva 19, Switzerland.*
- 1971 Aug 1-6 Buenos Aires (Argentina)  
Lutheran World Federation. 5th Latin American conference : The call of Christ and our response.  
*Route de Ferney 150, 1211 Geneva 20, Switzerland.*
- 1971 Aug 8-14 Edinburgh (UK)  
World Esperantist Youth Organization. 27th congress.  
*Nieuwe Binnenweg 176, Rotterdam 3003, Netherlands*
- 1971 Aug 16-19 Technion (Israel)  
Int symposium on the theory of machines and computations  
*The Org Comm, P O B 16271, Tel Aviv, Israel.*
- 1971 Aug 16-21 Moscow (USSR)  
Int Union of Pure and Applied Chemistry. 5th int conference on organometallic chemistry.  
*2-3 Pound Way, Cowley Centre, Oxford, UK.*
- 1971 Aug 17-21 Oxford (UK)  
Atlantic European Movement. 4th annual int summer school : Challenges to modern society.  
*7 Cathedral Close, Exeter, Devon, UK.*
- 1971 Aug 23-28 Stockholm (Sweden)  
Institute of Electrical Engineers. European microwave conference-  
*Savoy Place, London SW1. UK.*
- 1971 Aug 23-31 Rehovot (Israel)  
Int Union of Pure and Applied Chemistry. 4th int symposium on magnetic resonance.  
*2-3 Pound Way, Cowley Centre, Oxford, UK.*
- 1971 Aug 25-27 Washington (USA)  
Institute of Electrical and Electronics Engineers. Int geoscience electronics symposium.  
*M T Miyasaki, Johns Hopkins University, 8621 Georgia Avenue, Silver Spring, Md 20910, USA.*
- 1971 Aug 28-Sep 4 Bécici Budva (Yugoslavia)  
Int Epidemiological Association. 6th int scientific meeting.  
*Prof W W Holland, Dept of Social Medicine, St Thomas' Hospital, London S E1. UK.*
- 1971 Aug 30-Sep 3 Sao Paulo (Brazil)  
Int Union of Pure and Applied Chemistry. Int symposium on chemical education.  
*2-3 Pound Way, Cowley Centre, Oxford, UK.*
- 1971 Sep 1-4 Vienna (Austria)  
Vienna Academy of Medicine. Int symposium der internationalen electric response audiometry study group.  
*Alserstrasse 4, 1090 Wien, Austria.*
- 1971 Sep 6-9 Lyon (France)  
Int Union of Geological Sciences. 5th int conference for Mediterranean neogene.  
*Dr S van der Heyde, P O Box 379, Haarlem, Netherlands.*
- 1971 Sep 6-9 Vienna (Austria)  
Vienna Academy of Medicine. Int Fortbildungskurs fur anesthesiologie.  
*Alserstrasse 4, 1090 Wien, Austria.*
- 1971 Sep 6-10 London (UK)  
Institute of Electrical and Electronics Engineers. Int symposium on network theory.  
*G S Brayshaw, City Univ, St John Street, London ECI, UK.*

**VOTRE  
CONGRES  
AU  
SOLEIL**

A MARSEILLE

PALAIS DES CONGRES DE LA FOIRE  
INTERNATIONALE DE MARSEILLE  
Salles climatisées de 20 à 1250 places

Administration : Parc Chanot  
13 MARSEILLE 8e Tél. 54.15.60

1971 Sep 6-10 Teddington (UK)  
Int Union of Pure and Applied Physics. 4th Int conference  
on atomic masses and related fundamental physical constants.

*Prof C C Butler, F R S, Director, the Nuffield Foundation,  
Nuffield Lodge, Regent's Park, London NW1 4RS  
UK.*

1971 Sep 6-10 Tokyo (Japan)  
Int conference on urban transportation and common urban  
problems.

*Center for Int Exchange, 10F Tokyo Building, 2-14-3  
Nagata-Cho, Chiyoda-Ku, Tokyo, Japan.*

1971 Sep 7-10 Brussels (Belgium)  
7th Int forging and dropforging conference.

*M Tondeur, 732 av Eugène Demolder, 7030 Brussels  
Belgium.*

1971 Sep 7-12 Dubna (USSR)  
Int Union of Pure and Applied Physics. Int conference on  
high energy physics and nuclear structure.

*Prof CC Butler, F R S, Director, the Nuffield Foundation,  
Nuffield Lodge, Regent's Park, London NW1 4RS  
UK.*

1971 Sep 7-16 Exeter (UK)  
Int Union of Biological Sciences. 1st int mycological con-  
gress.

*Prof A Stafleu, Botanisch Museum, Lange Nieuwstraat  
106, Utrecht, Netherlands.*

1971 Sep 8-10 Zurich-Horgen (Switzerland)  
5th int conference on oral biology.

*Prof H R Muhlemann, P O B 138, 8028 Zurich, Zwisser-  
land.*

1971. Sep 12-18 Stockholm (Sweden)  
Swedish Association for Sex Education, Int symposium on  
sexology- Background and development in Sweden.  
Box 17006, 104 62 Stockholm 17, Sweden.

1971 Sep 13-15 Paris (France)  
Colloque int : Les bases moléculaires de la pathologie.  
Centre National de Recherche Scientifique, 15 Quai  
Anatole France, 75 Paris 7e, France.

1971 Sep 13-16 Beirut (Lebanon)  
Association of French-speaking Physicians. 38th congress.  
*Prof N Taleb, Faculté Française de Médecine, BP 8280,  
Beirut, Lebanon.*

1971 Sep 13-17 Berkeley (USA)  
5th int materials symposium : the structure and properties  
of materials techniques and applications in high resolution  
microscopy.

*C V Peterson, Inorganic Materials Research Div, Law-  
rence Radiation Laboratory, Bldg 62, Room 205, Berke-  
ley, Calif 94720, USA.*

1971 Sep 13-17 Liège (Belgium)  
Congrès int des directeurs de travaux des sociétés Franki.

*Pieux Franki M. Smei, Directeur Général, rue Gré-  
try 196, 4000 Liège, Belgium.*

1971 Sep 13-17 Padova (Italy)  
5e symposium int pour le recherche comparée dans la leucémie,

Mrs Patricia Segato, Division of Experimental Oncology,  
Institute of Pathological Anatomy, Via A Gabelli 35,  
35100 Padova, Italy.

1971 Sep 13-18 Tokyo (Japan)  
Int Union of Theoretical and Applied Mechanics. Symposium  
on dynamics of ionized gases.

Prof M J Lighthill, Imperial College of Science and  
Technology, London SW7, UK.

1971 Sep 14-16 San Diego. (USA)  
Int conference on engineering in the ocean environment.

Maurice Nelles, Bissett-Berman Corp, 3939 Ruff in  
Road, San Diego, Calif 92123, USA.

1971 Sep 14-16 The Hague (Netherlands)  
Int Measurement Confederation. 2nd int discussion meeting  
of the Sub-Committee : « Measurement of force and  
weight ».

Prof Ir B P Veltman, Congress Bureau Inter Scientias,  
P O Box 9058, The Hague, Netherlands.

1971 Sep 14-17 Baden (Austria)

Int Union of Pure and Applied Biophysics /Austrian Bio-  
physical Society. 1st European biophysics congress.  
Stadiongasse 6, 6010 Vienna, Austria.

1971 Sep 15-17 Brussels (Belgium)  
Contact Int de Recherches Economiques Tendancielles.  
10th conference.

CIRET, Information and Documentation Center, Post-  
fach 860460, 8000 Munchen, Germany (Fed Rep).

1971 Sep 17-Oct 4 Algiers (Algeria)  
Food and Agricultural Organization of the United Nations.  
6th regional conference for Africa.

Moise Mensah, P O Box 1628, Accra, Ghana.

1971 Sep 19-22 Sofia (Bulgaria)

Balkan Medical Union. Journées médicales. 3rd session.  
10 rue Progresul, Bucharest, Rumania.

1971 Sep 19-23 Ashford (UK)

Int Union of Biological Sciences. Int symposium on ver-  
ticillium.

Prof A Stafleu, Botanisch Museum, Lange Nieuwstraat  
106, Utrecht, Netherlands.

1971 Sep 19-25 Split (Yugoslavia)

Int Civil Defence Organization. 6th world conference and  
4th int exhibition of protection relief and safety equipment.

P O Box 124, 1211 Geneva 6, Switzerland.

1971 Sep 20-22 Canterbury (UK)

British Nuclear Energy Society. Int conference: Chemical  
nuclear data, measurements and applications.

7-7 Great George Street, Westminster, London SW1, UK.

1971 Sep 20-24 Berlin (Germany, Fed Rep)

Franklin inst research laboratories/Institut fur kerntechnik  
an der technischen univ. Berlin/C.C.E. 1st int conference  
on structural mechanics in reactor technology.

A DEUX PAS  
DU ROND-POINT

Le RESTAURANT LAURENT

*vous offre tous les jours  
sa Cuisine de 1<sup>er</sup> Ordre  
ses Salons pour Dîners  
d'Affaires*

TOUS LES SOIRS  
*Dîners Dansants*

TÉLÉPHONE : 41, AV<sup>e</sup> GABRIEL  
ÉLYsées 14-50 (CHAMPS-ÉLYSÉES)

même direction

*Maître d'Hotel  
du  
Vert-Galant*

42 QUAI DES ORFÈVRES  
PARIS-1<sup>er</sup>  
DANTON 83-68

*nos spécialités*

*Les œufs Vert-Galant  
Les Filets de Sole du Chef  
Le Soufflé de Barbue  
La Poule au Pot Henri IV  
Les Rognons flambés à la façon  
Le Pannequet*

Prof Dr T A Jaeger, c /o Bundesanstalt fur Material-  
prufung, Unter den Eichen 87, 1 Berlin 45, Germany  
(Fed Rep).

1971 Sep 20-24 Geneva (Switzerland)  
Int Union of Pure and Applied Physics. 8th Int conference  
on high energy accelerators.

Prof CC Butler, F R S, Director, the Nuffield Founda-  
tion, Nuffield Lodge, Regent's Park, London NW1 4RS,  
UK

1971 Sep 20-25 Tokyo (Japan)  
Int Committee on Laboratory Animals. Asian Pacific  
meeting. Ex.

Dr Yoshio Tajima, c/o Central Institute for Experi-  
mental Animals, 17-2 Aobadai. 2-chome, Meguro-ku,  
Tokyo, Japan.

1971 Sep 21-13 Toulouse (France)  
Colloque int : le bruit de fond des composants actifs semi-  
conducteurs.

Prof Lagasse, Directeur du Laboratoire d'Automatique  
et de ses Applications Spatiales, Centre National de  
la Recherche Scientifique, 15 Quai Anatole France,  
75 Paris 7e, France.

1971 Sep 21-24 Lindau (Germany, Fed Rep)  
Société de Chimie Physique /Deutsche Bunsengesellschaft  
fur physikalische Chemie. Int conference on critical pheno-  
mena.

C Troyanowsky, 10 rue Vanquelin, 75 Paris 5e, France.  
or

Prof Dr G M Schneider, Ruhr-Universitat Bochum  
NC 7 /72, Postfach 2148, 463 Bochum, Germany (Fed  
Rep).

1971 Sep 22-24 Boston (USA)  
Institute of Electrical and Electronics Engineers, Computer  
Society. Int computer technical conference.  
Norman Rasmussen, IBM Corp, 545 Technology Sq  
Cambridge, Mass 02139, USA.

1971 Sep 22-24 Dornbirn (Austria)  
Int Rayon and Synthetic Fibres Committee. 10th congress  
29 rue de Courcelles, 75 Paris 8e, France.

1971 Sep 23-26 Zurich (Switzerland)  
World Liberal Union. Annual congress. P : 150.  
1 Whitehall Place, London SW1, UK.

1971 Sep 24-26 Bruges (Belgium)  
Int Confederation of Accordionists. Summer congress and  
world competition.  
J J Black, Somerset House, Cranleigh, Surrey, UK.

1971 Sep 27-Oct 1 Brussels (Belgium)  
Int Federation of Automatic Control / Institut belge de régu-  
lation et d'automatisme. Symposium on automatic control  
and computers in the medical field.  
IBRA, 3 rue Ravenstein, 1000 Brussels, Belgium.

**Avec 50 % de réduction  
désormais les épouses  
de vos congressistes  
seront du voyage.**

Les congressistes pourront profiter de  
la traversée pour faire un voyage à deux, car  
la TRANSAT fait une proposition : elle  
accorde 50 % de réduction aux épouses des  
congressistes qui empruntent le paquebot  
"FRANCE" pour se rendre avec leur mari à  
un congrès international.

Renseignez-vous  
auprès de votre Agent de voyages  
ou à la Compagnie Générale Transatlantique.



**Now the wives of your  
convention delegates  
can travel with  
their husbands  
at a 50 % reduction.**

Executives can now get a bargain when  
they take their wives with them on business  
trips, for the French Line has a proposition :  
they give a 50% reduction to wives to accom-  
pany their executive husbands travelling on  
the/s/s FRANCE to international conferences.

Ask for details at your travel agent or the  
Compagnie Générale Transatlantique  
French Line.



1971 Sep 27-Oct 1 Odeillo (France)  
Colloque int : L'étude des changements de formes cristallines à haute température au-dessus de 1800°C.  
*M Foex, Directeur de Recherche, Centre National de la Recherche Scientifique, 15 Quai Anatole France, 75 Paris 7e, France.*

1971 Sep 27-Oct 1 Paris (France)  
3e congrès int de spectrométrie d'absorption et de fluorescence atomique.  
*G A M S, 1 rue Gaston Boissier, 75 Paris 15e, France.*

1971 Sep 27-Oct 1 Rome (Italy)  
3rd Int seminar on biomechanics.  
*Prof Sergio Cerguiglini, Istituto di Fisiologia Umana, Università degli Studi, 00100 Rome, Italy.*

1971 Sep 27-Oct 4 London (UK)  
Inter-Governmental Maritime Consultative Organization.  
Conference on special trade passenger ships.  
*101-104 Piccadilly, London W1V 0AE, UK.*

1971 Sep 28-Oct 1 Barcelona (Spain)  
Int Union of Therapeutics. 11th congress. P : 300.  
*Prof Valdecasas, Département de Pharmacologie et de Thérapeutique, Faculté de Médecine, Barcelona 11, Spain.*

1971 Sep 28-Oct 1 London (UK)  
Interfreight 71, int freight show and conference.  
*Interfreight 71, 21-24 Grosvenor Place, London SW1, UK.*

1971 Sep 28-Oct 4 Rangoon (Burma)  
World Health Organization, Regional Committee for South-East Asia. 24th session.  
*World Health House, Indraprastha Estate, Ring Road, New Delhi 1, India.*

1971 Sep 28-Oct 7 Stockholm (Sweden)  
World consultation on forest education and training. P : 300.  
*Christer Carlsson, Reso Kongressstjänst, 10524 Stockholm, Sweden.*

1971 Sep 29-Oct 1 Pisa (Italy)  
Share European Association. Anniversary meeting.  
*Dr C J M Aarts, Driehuizerweg 200, Nijmegen, Netherlands.*

1971 Sep 30-Oct 3 Strasbourg (France)  
Colloque int : Thèmes de recherche sur les villes de l'Occident antique.  
*E. Frezouls, Chargé d'enseignement, Université II de Strasbourg, Strasbourg, France.*

1971 Sep Berlin (Germany, Fed Rep)  
3rd int seminar on ergometry.  
*Pr Dr H Mellerowicz, Forckenbeckstrasse 1000, Berlin 33, Germany (Fed Rep).*

1971 Sep Brazzaville (Congo, Rep)  
World Health Organization, Regional Committee for Africa.  
21st session.  
*P O Box No 6, Brazzaville, Congo (Rep.)*



## COMPAGNIA ITALIANA DEI GRANDI ALBERGHI

ITALIAN GRAND HOTELS COMPANY

VENEZIA (Italy)

offers the best convention facilities  
at the following de-luxe hotels :

LIDO VENICE : EXCELSIOR PALACE HOTEL\*  
New large convention room with theatre seating up to 1,000 and with simultaneous translation and film projection equipment.  
GRAND HOTEL DES BAINS\*  
STRESA (Lake Maggiore) : GRAND HOTEL ET DES ILES BORROMEES with its annex Villa delle Azalee, specially equipped for conferences and meetings.  
FLORENCE : HOTEL EXCELSIOR ITALIE\*  
GRAND HOTEL\*  
ROME : HOTEL EXCELSIOR\*  
MILAN : HOTEL PRINCIPE & SAVOIA\*

PALACE HOTEL\*  
Ideal for conferences and meetings in conjunction with the facilities offered by the Principe & Savoia opposite.

TURIN : EXCELSIOR GRAND HOTEL PRINCIPI DI PIEMONTE\*

For information apply to :

CONVENTION OFFICE (Ufficio Congressi)  
COMPAGNIA ITALIANA DEI GRANDI ALBERGHI - CIGA  
San Marco 1812 - 30100 VENEZIA (Italy) - Telex 41004

Other C I G A hotels are :

VENICE : GRITTI PALACE\*  
DANIEL ROYAL EXCELSIOR\*  
HOTEL EUROPA\*  
HOTEL REGINA\*  
ROME : LE GRAND HOTEL\*  
GENOVA : HOTEL COLOMBIA EXCELSIOR (STAI)  
NAPLES : HOTEL EXCELSIOR\*  
\* air conditioned

- 1971 Sep Ljubljana (Yugoslavia)  
2nd Int symposium on the mineral deposits of the alps.  
*Slovensko Geolosko Drustvo, Novi Trg 3, Ljubljana, Yugoslavia.*
- 1971 Sep Ottawa (Canada)  
Int Union of Medical Press. 10th congress.  
*Dr D D Nanu, Centrul de Documentare Medicala, Str Polona 4, Bucharest-9, Rumania.*
- 1971 Sep-Oct Cordoba (Argentina)  
Int Astronomical Union. Symposia : « Spectral classification and multicolor photometry ».  
*Pr J Landi Dessy, Observatorio Astronomico de Cordoba, Cordoba, Argentina.*
- 1971 Oct 1-6 London (UK)  
Ecumenical Youth Council in Europe. Annual meeting.  
*750 route de Ferney, 12 11 Geneva 20, Switzerland.*
- 1971 Oct 4-6 Berlin (Germany, Fed Rep)  
Int kongress fur datenverarbeitung in der medizin.  
*Deutsche Gesellschaft fur Dokumentation und Statistik in der Medizin, Herr Prof Fuchs, Hinderburgdamm, 1 Berlin 45, Germany (Fed Rep).*
- 1971 Oct 4-6 Toronto (Canada)  
Institute of Electrical and Electronics Engineers, Canadian Region. Int electrical and electronics conference. Ex.  
*Conference Office, 1819 Yonge Street, Toronto 7, Ontario, Canada.*
- 1971 Oct 5-8 Cannes (France)  
European Federation of Chemical Engineering. 3rd European symposium on fragmentation.
- C/o Syndicat National des Industries d'Equipe-  
ment M.T.P.S., 10 avenue Hoche, 75 Paris 8e, France.
- 1971 Oct 5-8 Ostend (Belgium)  
Int conference on the family problems in the developing countries.  
*P Rubbens, Kortrijksesteenweg 269, 9000 Ghent Belgium.*
- 1971 Oct 5-8 The Hague (Netherlands)  
Congrès int de l'Institut de fibre TNO.  
*Melle E van Buren, Schoenmakerstraat 9, Delft Netherlands*
- 1971 Oct 5-8 The Hague (Netherlands)  
European Conference of Ministers of Transport.  
*Drs B Kammeraad, Directoraat Generaal van het Verkeer, Plesmanweg 1, The Hague, Netherlands.*
- 1971 Oct 15-16 Brussels (Belgium)  
Int Association of Professional Congress Organizers. 2nd seminar ; General administrative procedures and budgeting.  
*rue aux Laines 1, 1000 Brussels, Belgium.*
- 1971 Oct 20-23 Hamburg (Germany, Fed Rep)  
2nd European marine trade exhibition and congress.  
*Deutsche Boots-Ausstellung International, Pflanzen und Blumen, 2000 Hamburg 36, Germany Fed Rep.*
- 1971 Oct 28-30 Strasbourg (France)  
Association européenne d'histoire contemporaine. Colloque: Dimensions et résonances de l'année 1871.  
*5 rue Schiller, 67 Strasbourg, France.*

Near the United Nations | Tel. 34.28.29 | Supplier to the Diplomatic Corps

Books and gifts

Selective cigars

**tabacs boutique du parc de budé**  
Genève

Commercial center of Budé | Branch : Hotel Intercontinental from 8 am to 10 pm

*Chez Raffatin et Honorine*  
FRANCOIS et ROBERT, Aubergistes  
16, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS (VI)

ODEON 22 21

12 11 83

Spécialité de

- Foie Gras
- Truffles
- Ecrevisses
- Cuisses de Grenouille
- Cassoulet
- et les Gourmanderies

Fermé le dimanche

Classicisme en Gastronomie | Rendez-vous de l'élite internationale  
Reservation 0332221

1971 Oct Palermo (Italy)  
EEC Savings Banks Groups, Symposium on European capital market and regional policy. P : 150.  
*CCE - CEE, 92 /94 Square Plasky, 1040 Brussels, Belgium.*

1971 Nov 8-10 Little Rock (Arkansas, USA)  
Society for Biological Rhythm. Int meeting.  
*Prof Lawrence E Scheving, Dept of Anatomy, University of Arkansas Medical Center, Little Rock, Arkansas 72201, USA.*

1971 Nov 18-19 (Denmark)  
Standing Conference of Rectors and Vice-Chancellors of the European Universities. European rectors conference, 23rd session.  
*CRE, Université de Genève, 12 11 Genève 4, Switzerland.*

1972 Feb 5-12 Manila (Philippines)  
Asian Association of Gastroenterology / Philippine Society of Gastroenterology. 4th Asian and Pacific congress of gastroenterology : Asian-Pacific gastroenterology and the challenge of the seventies.  
*P O Box 2598, Manila, Philippines.*

1972 Feb 20-26 Melbourne (Australia)  
Commonwealth Pharmaceutical Association. 1st conference.  
*H V Feehan, Victoria College of Pharmacy, 381 Royal Parade, Parkville, 3052 Australia.*

1972 Apr 4-8 Salzburg (Austria)  
European Federation of Data Processing. 3rd int congress on « Data processing in Europe ». P : 800.  
*ADV- Arbeitsgemeinschaft für Datenverarbeitung, Kongreßbüro, Feldmuhlgasse 11, 1130 Wien, Austria.*

1972 May 15-17 Bucarest (Rumania)  
Balkan Medical Union. 3rd meeting of stomatologists of the Balkan countries.  
10, rue Progressul - Bucarest, Rumania.

1972 May 22-25 Estoril (Portugal)  
Int Road Transport Union. 13th congress.  
*Centre International, 12 11 Geneva 20, Switzerland.*

1972 May 29-Jun 2 Liège (Belgium)  
Int Academy of Heraldry /Office Généalogique de Belgique. 11th int congress on genealogical and heraldic sciences. P : 300. Ex.  
*rue Martin Lindekens 57, 1150 Brussels, Belgium.*

1972 Jun 4-7 Goteborg (Sweden)  
Int Society for the Study of Diseases of the Colon and Rectum (Hedrologicum Conlegiu). 5th congress. P : 300-500.  
*Bruno Samenius, M D. Kungssportsavenyen 37, 4 1 1 36.*

1972 Jul 3-8 (Denmark)  
Int Police Association. Int conference. P : 500.  
*H V D Hallett, P O Box 11, Sutton Road, Maidstone, Kent, UK.*

1973 Jan Brussels (Belgium)  
EEC Savings Banks Group. 2nd meeting of the European Communities savings banks. P : 600.  
*GCE-CEE, 92, 94 Square Plasky, 1040 Brussels, Belgium.*

1973 Dec 26-31 (India)  
Theosophical Society. Int annual convention.  
*Adyar, Madras 20, India.*

Le manque d'espace disponible pour ces « suppléments mensuels au Calendrier annuel » nous empêche d'y publier la totalité des informations en notre possession. A la suggestion de certains utilisateurs, nous envisageons la possibilité de fournir aux personnes intéressées des compléments réguliers d'information. Afin de pouvoir préciser sa forme et le coût de ce service, nous demandons à ceux de nos lecteurs qui y seraient intéressés de nous le faire connaître.

The lack of space in these monthly supplements to the Annual Calendar prevents us from publishing all available information. At the suggestion of certain users, we are considering the possibility of providing additional information. In order that we may decide on the form and cost of such a service, would interested readers please let us know.

**MOTEL INTERNATIONAL DE LYON \*\*\***

**SUR A 6 et N 6 à 7 km de Lyon**



- pour séminaires et congrès
- 4 salles entièrement équipées de 20 à 200 personnes.
- Restauration 24/24 h. Restaurant gastronomique, grill, cafétéria, Bar-Salon.
- 130 chambres, PISCINE CHAUFFÉE, TENNIS.
- 400 places de parking TEL : 47.43.50.

**PORTE DE LYON 69 /Dardilly.**

## UAI PUBLICATIONS

### Yearbook of International Congress Proceedings (every 2 years), 2nd edition (1962-9).

Contents : bibliography of papers, reports and proceedings of meetings of organizations listed in the *Yearbook of International Organizations*. 1st edition covers meetings in the years 1960-1967, 2nd edition covers meetings in the years 1962-1969. Bibliographies for the meetings in the years 1957, 1958 and 1959 are also available.

### Directory of Periodicals Published by International Organizations (irregular)

Contents : bibliography of periodicals of organizations listed in the *Yearbook of International Organizations*.

### Yearbook of International Organizations (every 2 years), 13th edition (1970-71)

Contents : aims, titles, structure, activities, finance, publications, meetings of international organizations. Includes the *Who's Who in International Organizations* and the *International Initiatives* previously published separately. Information on approximately 4000 organizations.

### International Congress Science Series

9 volumes on the technicalities of international meeting organization.

### Documents for the Study of International Non-Governmental Relations

15 volumes.

## Liste de publications envoyée sur demande

## Publication list sent on request

### Où souscrire à votre abonnement et aux autres publications de l'UAI :

soit directement à l'UAI, rue aux Laines, 1, Bruxelles 1, Belgique (voir modes de paiement ci-dessous); soit auprès d'un libraire et tout particulièrement en :

**ALLEMAGNE (R.F.)**, Libr. Hans Meschen-  
dorfer, Hackenstrasse 3 /1, Munich 2; Libr.  
Rudolf Pieper, Worthstrasse 1 /11, 8 Munich;  
Libr. Alexander Horn, Spiegelgasse 9,  
6200 Wiesbaden. — **AUSTRALIA**, B.C.N. Agen-  
cies Pty Ltd. 178 Collins Street, Melbourne,  
Victoria, 3000. — **AUTRICHE**, Librairie Gerold  
& C., Graben 31, Vienne 1. — **BELGIQUE**  
Agence et Messageries de la Presse, rue  
du Persil, 14-22. Bruxelles 1; Office Inter-  
national de Librairie, avenue Marnix 30,  
Bruxelles 5. — **CANADA**, Co-operative Book  
Centre of Canada Ltd, 125 Berrymont Road,  
Toronto 16, Ont. — **CHILE**, Libr. Oscar Marin y  
Cía, Casilla 9812, Santiago. — **DENMARK**  
Libr. Jul. Gjellerup, Solvgade 67, Copenhague  
K.; Libr. Munksgaard, Nørregade 6 Copenhague  
K. — **ESPAGNE**, Playade, Duque de Alba 9,  
Madrid 12. — **FINLAND**, Akateemine Kirja-

kauppa, 2 Keskuskatu, Helsinki; Rautatie  
kirjakauppa Oy, Kampinkatu 2, Helsinki 10.  
— **FRANCE**, Librairie des Méridiens, boule-  
vard Saint-Germain, 119, Paris 6e; lib. P.  
Raymann & C., rue de Tournon, 17, Paris 6e;  
Offi-Lib, rue Gay-Lussac, 48, Paris 5e; Libr.  
Technique & Documentation, rue Lavoisier, 11,  
Paris 8e. — **ISRAEL**, Weiss Subscriptions

1 Jabotinsky Street, Tel Aviv. — **ITALIE**,  
Libreria Commis, Sansoni, Via Lamarmora 45,

meyer, Karl Johansgt. 43, Oslo 1. — **PORTU-  
GAL**, Librairie Ferin, 70 rua Nova do Almada  
74, Lisbonne. — **SUISSE**, Libr. Herbert Lang  
& C., Muzgraben 2, Bienne; Libr. Payot,  
6 rue Granus, Genève. — **SWEDE**, Librairie  
de la Cour C.E. Fritze, Fredagatan 2, Stock-  
holm 6; Almqvist & Wiksell, Gamla Brogan-  
tan 26, 101 20 Stockholm 1. — **UNITED KING-  
DOM**, Blackwell's Foreign Dept, Broad Street,  
Oxford; Wm Dawson & Sons Ltd., Cannon  
House, Macklin Street; London WC.2. -

**U.S.A.** F. W. Faxon Company, Inc. 515 Hyde  
Park Avenue, Boston, Mass. 02131; Interna-  
tional Publications Service, 303 Park Ave.  
South, New York NY 10010; Stechert Hafner  
Inc. 31 East 10th Street, New York NY 10003;  
Ebsco-National Publications Company, P.O.  
Box 90901, Los Angeles, California 90009.

## MODES DE PAIEMENT — METHODS OF PAYMENT :

Soit :	Par chèque barré à l'ordre de l'Union des Associations Inter- nationales, 1 rue aux Laines, 1000 Bruxelles, Belgique. — (Tel. : (02)11.83.96).	Soit :	Either :	By crossed check to the order of the Union of International Associations, 1 rue aux Laines, 1000 Brussels, Belgium — (Tel. : (02)11. 83.96).
			Or :	
Bruxelles :	Compte chèque postal n°346.99. ou Compte n° 451.651 à la -Société Générale de Banque.			
Genève :	Compte courant à l'Union des Banques Suisses.			
Düsseldorf :	Konto Nr 91097 der Deutsche Bank, Königsallee, 45-47 (Beschränkt konvertierbares DM-Konto).			
New York :	Nach Runderlass des Deutschen Bundeswirtschaftsministeriums Nr 23/63 können Abonnement- gebühren für den Bezug einer Zeitschrift im Postzahlungsverkehr unmittelbar in das Ausland überwiesen werden.			
Paris :	Account at the First National City Bank, 55, Wall street.			
Rome :	Compte n° 58.567 à la Banque de l'Union Parisienne, Boulevard Haussmann 6-8. (C.C.P. de de la Banque n° 170.09).			
The Hague :	Compte courant, Banco di Roma, 307 Via del Corso.			
London :	Account 785.330 at R. Mees & Hope, 13, Kneuterdijk. Crossed cheque to Union of International Associations, Acc. n°04552334, National Westminster Bank (Overseas Branch), 53 Threadneedle Street, London EC. 2 Compte n°30/1187/3 /8, Banco Exterior de Espana.			

Florence : Libr. Ambrogio Raguzzi, Corso  
Trieste, Rome. — **JAPAN**, Kokusai Shobo Ltd.,  
5 Ogawamachi, 3-chome, Kanda, Chiyoda-ku,  
Tokyo; Kinokuniya Bookstore Ltd, 826 Tsuno-  
hazu 1-chome, Srinjuku-ku, Tokyo. — **NE-  
THERLANDS**, N.V. Meulenhoff-Bruna, Beu-  
lingsstraat 2, Amsterdam; Swetz & Zeitlinger,  
Keizersgracht 487, Amsterdam C. N.V. Marti-  
nus Nihoff, Lange Voorhout 9-11. s-Graven-  
hage — **NORWAY**, Libr. Tanum-Cammer-

